



Pole Institute

Institut Interculturel dans la Région de Grands Lacs

La caféiculture et son incidence sur la transformation des conflits



Cas des Localités de Ntamugenga, Kibirizi, Minova (République Démocratique du Congo) et Boneza en District de Rutsiro (Rwanda)

Dossier

Décembre 2014

Pole Institute

Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs

La caféiculture et son incidence sur la transformation des conflits

**Cas des Localités de Ntamugenga, Kibirizi, Minova (République
Démocratique du Congo) et Boneza en District de Rutsiro (Rwanda)**

POLE INSTITUTE

Pole Institute est un Institut Interculturel dans la Région des Grands Lacs.

Son siège est basé à Goma, à Est de la RDC. Il est né du défi que s'est imposé un groupe de personnes du Nord et du Sud-Kivu (RDC) de croiser leurs regards dans un contexte de crise émaillé de beaucoup d'événements malheureux, caractérisé par des cycles de violences, de pauvreté, de mauvaise gouvernance, et de l'insécurité.

En conséquence, **Pole Institute** se veut un espace de :

- analyse et recherche autour des grands défis locaux et leurs implications nationales, régionales et internationales (pauvreté exacerbée, violences sociales, fractures ethniques, absence de repères, culture de l'impunité, etc.)
- analyse et renforcement des stratégies de survie des populations dans un contexte de guerre et de crise prolongée
- analyse des économies de guerre pour dégager des pistes de renforcement des populations locales et de leurs activités économiques
- recherche-action-lobbying en partenariat avec des organismes locaux, régionaux et internationaux.

Finalité et but :

Faire évoluer des sociétés dignes et non exclusives dans lesquelles agissent des personnes et des peuples libres en vue de contribuer à :

- la construction d'une SOCIETE dans laquelle chacun trouve sa place et redécouvre l'autre par le développement d'une culture de négociation permanente et l'identification des valeurs positives communes ;
- la formation d'un type nouveau de PERSONNE indépendante d'esprit enracinée dans son identité tout en étant ouverte au monde.

Politique :

- Initier, développer, renforcer et vulgariser les idées avant-gardistes en matière de paix, de reconstruction et de cohabitation des populations vivant en zones de crise.
- Initier l'émergence d'une culture de négociation (contre une culture de la mort) basée sur les intérêts des uns et des autres.

Dossier

Editeur responsable : Pole Institute
Directeur de publication : Aloys Tegera
Rédacteur en chef : Onesphore Sematumba

Comité de rédaction : Aloys Tegera
Jean-Pierre Kabirigi
Onesphore Sematumba

Pole Institute
Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I
Ville de Goma / Nord-Kivu
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)
Tél.: (00243) 99 86 77 192 / (00243) 99 72 52 216 / (00250)788 51 35 31
Web site: www.pole-institute.org
E-mail : poleinst@free.fr

© Pole Institute, 2014.

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés pour tous les pays

Table des matières

Liste des graphiques	6
Liste des tableaux	7
Sigles et abréviations	8
1. Introduction	9
2. Historique et contexte général de la culture du café en RDC et au Rwanda ...	11
3. Présentation des résultats de l'enquête	16
3.1. Profil des enquêtés.....	16
3.2. Les Conflits fonciers dans le secteur de production du café	20
3.3. La manipulation des identités et son impact sur le secteur du café	25
3.4. Analyse économique du secteur café et lien entre pauvreté rurale et conflits armés	29
3.4.1. La culture du café : une source principale de revenu des caféiculteurs.....	30
3.4.2. Le travail de production du café, le chômage et l'adhésion des jeunes au sein des groupes armés à l'Est de la RDC	33
3.4.3. Insécurité et pauvreté rurale.....	39
3.4.4. Sécurité alimentaire et revenu des caféiculteurs	45
3.4.5. Transactions et activités transfrontalières des caféiculteurs congolais et rwandais	48
3.5. Les pratiques de la gouvernance dans le secteur du café.....	50
3.5.1. Connaissance des politiques et lois régissant le secteur du café ...	50
3.5.2. Participation des caféiculteurs dans la fixation des prix et appui du gouvernement au secteur du café	51
3.6. Dynamique régionale des conflits et facteurs de stabilisation de la région des Grands Lacs	54
3.6.1. Des préoccupations majeures des caféiculteurs et niveau d'accès aux services de base.....	55
3.6.2. Guerres à répétition, conflits ethniques et activisme des groupes armés dans la région des Grands Lacs	56
4. Conclusion et propositions des pistes de travail.....	62
4.1. Conclusion	62
4.2. Propositions et pistes de travail :	65
5. Bibliographie	67

Liste des graphiques

Graphique 1: Evolution de la production et exportations du café en RDC de 1989 à 2009	13
Graphique 2: Taille des ménages.....	17
Graphique 3: Répartition des enquêtés sur les localités du coté congolais et rwandais selon leur niveau d'instruction.....	17
Graphique 4: Modes d'acquisition de terre	19
Graphique 5: Raisons de difficultés d'accès à la terre	20
Graphique 8: Expression des conflits fonciers.....	23
Graphique 9: Instigateurs des conflits fonciers selon les enquêtés	24
Graphique 10: Effets de la manipulation des identités sur le secteur du café	26
Graphique 12: Différents types de risques auxquels sont exposées les femmes dans leur travail du café	28
Graphique 13: Niveau opérationnel des médias	29
Graphique 14: Principaux canaux utilisés par les médias	29
Graphique 15: Evolution du PIB de la RDC de 1990 à 2012.....	34
Graphique 16: Raisons poussant les jeunes à intégrer les groupes armés.....	36
Graphique 17: Impact des conflits sur le secteur du café selon la perception des enquêtés	40
Graphique 18: Conséquences des conflits armés sur le secteur du café.....	41
Graphique 19: Appréciation du niveau de la sécurité alimentaire.....	46
Graphique 20: Relation entre sécurité alimentaire, conditions de travail et niveau de revenu dans le secteur du café	46
Graphique 21: Facteurs explicatifs de la détérioration des conditions de travail dans le secteur du café.....	48
Graphique 22: Connaissances des lois et politiques en vigueur dans le secteur du café	50
Graphique 23: Appréciation de l'appui de l'Etat au secteur de café par les enquêteurs.....	51
Graphique 24: Conséquence du faible niveau de développement des infrastructures dans les zones rurales.....	52
Graphique 25: Moyens d'information des caféiculteurs	53
Graphique 26: Préoccupations importantes des caféiculteurs de Ntamugenga, Kibirizi et Minova	55
Graphique 28: Signification du concept "paix" pour les caféiculteurs	57
Graphique 29: Facteurs susceptibles de ramener la paix dans la région des Grands Lacs	59
Graphique 30: Répartition des enquêtés selon leurs perceptions par rapport à la sécurité	60
Graphique 31: Sentiments des enquêtés par rapport à la présence des étrangers dans leurs localités	61

Liste des tableaux

Tableau 1: Evolution de la production des petits producteurs et des grandes plantations.....	12
Tableau 2: Répartition des enquêtés selon le mode d'acquisition de la terre	19
Tableau 3: Relation entre les variables ménages sans terre et leurs moyens de survie	20
Tableau 4: Sources de revenu des agriculteurs	30
Tableau 5: Relation entre conflits et faible niveau de production et de revenu	32

Sigles et abréviations

RDC	: République Démocratique du Congo
PIB	: Produit Intérieur Brut
ONC	: Office National du Café
ICO	: International Coffee Organization
FOB	: Freight on Board
CFC	: Common Fund for Commodities
USD	: United States Dollars
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
GoC	: Gouvernement du Congo
IDH	: Indice de Développement Humain
UNDP	: United Nations Development Program
FDLR	: Front Démocratique de Libération du Rwanda
LRA	: Lord's Resistance Army
NAEB	: National Agricultural Export Development Board
SOPACDI	: Solidarité pour la promotion des actions du café et le développement intégral
CAPACO	: Café Papaine Commerce
OGEFREM	: Office de Gestion du Fret Maritime
DGDA	: Direction Générale des Douanes et Accises
OCR	: Office du Café Robusta
OPAK	: Office des Produits Agricoles au Kivu
OZACAF	: Office Zaïrois de Café

1. Introduction

La culture du café a toujours été une source importante de revenus pour une grande majorité de producteurs agricoles à l'est de la République Démocratique du Congo (RDC) et au Rwanda. Pour ce qui est de la RDC par exemple, le café est cultivé depuis les années 1920 et représentait jusqu'à 15% du PIB et 75% des cultures d'exportation dans les années 1990.

Alors qu'au Rwanda la production et la qualité du café ont fortement augmenté au cours des quinze dernières années entraînant une augmentation du revenu des caféiculteurs, l'absence des investissements publics et privés dans le secteur du café et l'instabilité politique et économique que la RDC a connue durant plus de deux décennies ont fortement affecté la production et la commercialisation du café. Prenant l'exemple de la province du Nord Kivu, la superficie emblavée par le café qui était estimée à 35. 148 hectares en 1998 est passée à seulement 5.046 hectares en 2001. La production est quant à elle passée de 33.084 tonnes en 1990 à 17.486 tonnes en 1996 (Tegera et al, 2014).

Cette baisse de la production du café et du revenu qu'elle générerait a conduit au désintéressement de la population rurale vis-à-vis de cette culture. De 1998 à 2008, le nombre de planteurs de café est passé de 72. 228 à 3. 946 personnes. La question est de savoir que deviennent toutes les personnes qui ne sont plus employées dans ce secteur.

Il est important de souligner que l'agriculture est la seule activité génératrice de revenus dans les zones rurales où il n'existe presque pas un emploi non agricole. Par conséquent, compte tenu de l'incapacité du secteur secondaire et tertiaire à résorber la main-d'œuvre qui quitte le secteur primaire (rural), il est important de s'interroger sur le devenir de ces personnes.

Dans un contexte caractérisé par la rareté des opportunités d'emploi en dehors de l'agriculture et par une instabilité politique chronique,

¹ Archives de l'inspection provinciale de l'agriculture.

la prolifération des groupes armés, la dégradation des conditions dans le secteur agricole a eu des conséquences socio-économiques désastreuses, conduisant à un accroissement du taux de pauvreté accompagné d'un faible accès aux services de base (éducation et santé par exemple) et une succession de conflits armés.

Plusieurs études (Justino, 2006, Justine, 2012, Goodhand, 2001, Tollens et al, 2004) ont démontré qu'il existe une relation symétrique entre « conflits et pauvreté » dans le monde rural. D'une part, un taux de chômage et de pauvreté accru dans les milieux des jeunes facilite leur enrôlement dans les groupes armés. D'autre part, une instabilité chronique dans les zones rurales conduit à la destruction de l'outil de production et donc à la baisse du revenu des agriculteurs et à l'accroissement du taux de la pauvreté. Par conséquent, ces études concluent qu'il est possible de couper le lien entre la pauvreté et les conflits en encourageant les activités génératrices de revenu. Ceci est-il le cas dans les zones productrices de café où nous avons mené notre enquête ? Cette recherche essaie d'apporter une réponse à cette question.

Cette étude est structurée en 4 grandes sections dont l'introduction, la section qui présente l'historique et le contexte général de la production et la commercialisation du café en RDC. La section qui présente et analyse les résultats de notre recherche. Les points essentiels ci-après sont analysés : le profil des caféiculteurs, la relation entre conflits, pauvreté et conditions de travail dans le secteur du café, la dynamique régionale des conflits armés, les relations transfrontalières entre la RDC et le Rwanda autour du café, les conflits fonciers et la production du café et la gouvernance dans le secteur du café et enfin la section qui présente les conclusions de notre recherche et formule quelques recommandations en termes de politique et idées de projets susceptibles d'augmenter la production du café et d'améliorer les conditions de travail et de vie des caféiculteurs.

2. Historique et contexte général de la culture du café en RDC et au Rwanda

La République Démocratique du Congo a une longue histoire de production du café. Le café, qui représentait jadis la source principale de revenu dans le monde rural, est cultivé presque partout en RDC, et l'Est du pays en constitue l'une des principales régions productrices. Au milieu des années 1990, le café représentait 75% des exportations totales des produits agricoles du pays. Cette culture générait alors des revenus non négligeables aux populations rurales surtout pendant la période de crise caractérisée par le chômage et la faillite de l'Etat.

La RDC produit aussi bien le café arabica que robusta. L'arabica représente environ 87% de la production nationale contre seulement 13% pour le robusta. L'arabica est cultivé dans la province du Nord Kivu (Rutshuru, Lubero et le territoire de Kalehe au bord du lac Kivu) et de la Province Orientale (dans le Kibali-Ituri). Le robusta est quant à lui produit dans les provinces de l'Equateur, la Province Orientale (dans le district du Haut et Bas- Uélé), le Nord et le Sud Kivu, le Maniema et le Bandundu.

Lorsque la production et la commercialisation du café ont été libéralisées en 1976, la RDC produisait environ 60.000 tonnes de café. Cette libéralisation a mis fin au monopole de l'OZACAF (actuellement ONC), (ou ?) une institution publique créée en 1972. Il est admis que le changement le plus important que cette libéralisation a apporté dans le secteur du café est le passage d'une culture où les grands exploitants produisaient plus de 70% du café à une culture où les petits exploitants ont commencé à jouer un rôle prédominant (voir tableau 1). Actuellement, les statistiques montrent que seulement 2% de la production nationale sont réalisés par les grands exploitants (ICO, 2010).

Tableau 1: Evolution de la production des petits producteurs et des grandes plantations

	Petits producteurs	Plantations
1960	28%	72%
1987	86%	14%
1996	98%	2%

Source : OIC (2010)

L'absence des données récentes ne permet pas de connaître la répartition actuelle de la production entre petits producteurs et grandes plantations. Cependant, à cause de l'instabilité politique chronique et un climat des affaires malsain, nous pouvons à juste titre considérer que la situation actuelle n'est pas différente de celle des années 1996 où la production des grands exploitants était déjà insignifiante.

Généralement, les petits producteurs exploitent de petits terrains. En moyenne, un ménage affecte moins d'1 hectare à la culture du café. Plus précisément, les statistiques de l'ONC montrent que pour le café robusta un ménage exploite environ 0,9 hectare et 0,6 hectare pour l'arabica.

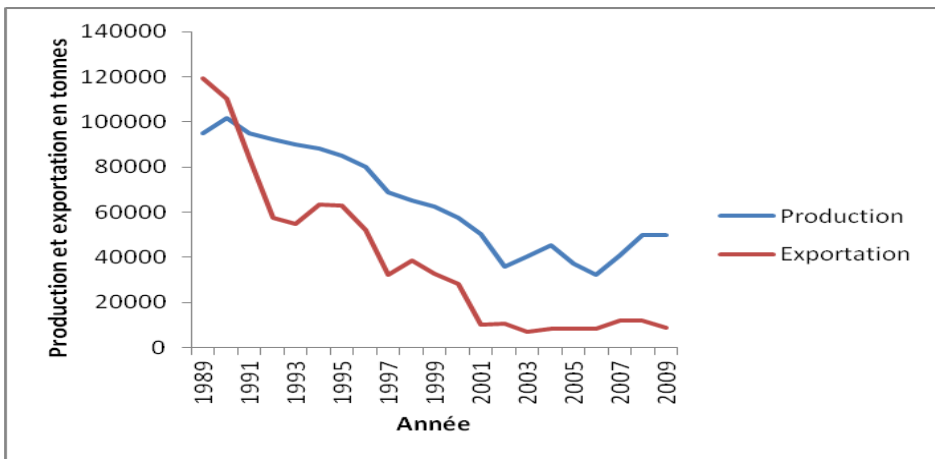
Les réformes mises en place grâce à la libéralisation de 1976, combinées avec un niveau élevé des prix du café, ont permis une augmentation sensible de la production de ce produit. En 1989 par exemple, elle a atteint 120 000 tonnes (ONC, 2010).

Il est cependant important de souligner que la production et la commercialisation du café ont souffert de la crise politico-économique que la RDC a traversée durant les deux dernières décennies. La production du café et le nombre des exploitants ont sensiblement baissé. Elle a par exemple atteint un niveau de 8 919 tonnes en 2010, soit une baisse de plus de 1300% comparé au niveau de la production de 1989. La conséquence logique de cette situation est la baisse des exportations d'un produit qui jadis représentait entre 10 et 15% des exportations totales du pays et une baisse corollaire des revenus pour tout le pays. Pour la période allant de

1990 à 2003, les exportations ont baissé de 101 600 tonnes à 7 162 tonnes (voir graphique 1).

Les statistiques dans notre zone de recherche montrent une chute continue de la production du café. En 1996, elle ne représentait que 47% de la production de 1990 passant de 33 084 tonnes en 1990 à 17 486 tonnes en 1996. Une étude) a démontré qu'à cause de la baisse de la production et des exportations du café, l'économie congolaise perdait environ 235 millions de dollars chaque année (Dubé, 2010).

Graphique 1: Evolution de la production et exportations du café en RDC de 1989 à 2009



Plusieurs facteurs sont avancés pour justifier cette chute brutale de la production et de l'exportation du café (ONC, 2010):

- L'incidence de la trachéomycose qui sévit dans les plantations de robusta des trois provinces (Orientale, Nord-Kivu et Equateur). Des statistiques font état de 40-50% de plantes de café qui sont affectées par cette maladie
- La baisse persistante des cours du café sur le marché mondial (surtout en 1999-2003) qui a fini par décourager les producteurs qui ont abandonné en masse cette culture
- Les conflits armés récurrents à l'Est de la RD Congo entre 1996 et 2008, et même jusqu'en 2013 pour ce qui est de la province du Nord Kivu, ont été dévastateurs pour le secteur café

- Le manque de voies de communication et la dégradation des infrastructures : les infrastructures de desserte agricole se sont fortement dégradées par manque de maintenance et d'investissements.
- L'absence d'un système de crédit agricole pour les petits exploitants . Selon les caféiculteurs, il leur manque de travailler en synergie, notamment à travers des coopératives.

Dans son rapport de 2000, l'Organisation Internationale du Café souligne que la chute de la production et des exportations du café en RDC est plus une conséquence directe des difficultés d'accès et de l'instabilité politique que de la réduction du potentiel productif du pays.

On constate cependant que la chute de la production s'est estompée depuis 2007. L'ONC (2010) estime que cette reprise dans la production et l'exportation du café est principalement due à : la paix retrouvée dans le pays, un début de réorganisation de la filière, et l'amélioration des cours du café sur le marché mondial.

Entre 1989 et 2009, les statistiques montrent un écart important entre la production moyenne et les exportations moyennes annuelles : la première est estimée à environ 64 850 tonnes par an contre seulement 39 141 tonnes par an pour les exportations officielles. Dans un pays où la consommation locale est presque inexistante, il se pose alors une question de la destination de l'écart annuel d'environ 25 709 tonnes.

Cet écart serait justifié par deux facteurs. Premièrement, une bonne partie de la production congolaise du café est exportée par fraude vers les pays voisins, en particulier le Rwanda et l'Ouganda. L'ONC estime que cette fraude représente environ 50%. Deuxièmement, les stocks d'inventés représentent aussi une part non négligeable de la production nationale. Ils sont estimés à 5% de la production.

Ces faits (en particulier concernant la fraude du café) sont corroborés par quelques études sur le café dans la région des Grands Lacs (Tegera et al, 2014, ONC, 2010). Tegera et al (2014) démontre par exemple que les producteurs du café des territoires d'Idjwi et de Kalehe, exportent frauduleusement leur café vers le Rwanda où la

demande est forte et les prix relativement élevés. Bien plus, un rapport de la Banque Nationale du Rwanda révèle que le café est le principal produit importé informellement de la RDC par le Rwanda pour une valeur estimée à 1,9 milliard de Frw (soit 2 944 600 Kg).

Concernant les prix offerts aux producteurs congolais, la libéralisation du secteur café a conduit à leur augmentation. Cependant, cet impact positif sur les prix doit être nuancé compte tenu de la taille du pays. Par exemple, en 1998, les prix aux producteurs représentaient environ 75% de la valeur FOB dans les régions de l'Est à la frontière avec l'Ouganda et le Rwanda et seulement 25% dans d'autres régions. L'écart des prix entre les différentes régions est expliqué principalement par le fait que les régions frontalières bénéficiaient des voies de communications acceptables et par conséquent la concurrence entre acheteurs est importante, exerçant une pression à la hausse des prix. Dans d'autres régions, les producteurs étaient obligés de parcourir de longues distances pour arriver à une route de desserte agricole (IOC and CFC, 2000).

Alors que le secteur du café traversait une forte crise du côté de la RDC, le Rwanda a vu ce secteur se développer très rapidement. Les réformes mises en place² par le gouvernement de ce pays ont permis une augmentation rapide de la production du café et une amélioration de la qualité de ce produit qui a permis aux producteurs et aux exportateurs d'obtenir des meilleurs prix sur le marché international. Les prix payés aux petits exploitants ont, par exemple, augmenté de plus de 350%, passant de 60Frw/Kg à environ 220Frw/kg entre 2003 et 2013 (Tegera et al, 2014). L'amélioration de la qualité du café a été le résultat de l'utilisation des techniques modernes de la culture du café et surtout des efforts du gouvernement et des coopératives de café d'augmenter le nombre de stations de lavage de café qui sont passées de 2 en 2002 à environ 190 en 2010.

² Les réformes comme la modification du cadre réglementaire de la production, la construction des stations de lavage du café, le développement de liens commerciaux entre les producteurs et les acheteurs étrangers, la formation des dirigeants des coopératives et des producteurs de café, ont été mises en place par le gouvernement rwandais à partir de 1998

3. Présentation des résultats de l'enquête

3.1. Profil des enquêtés

La cible de cette étude a été les femmes et les jeunes. L'enquête a été menée dans quatre localités : Rubare, Kibirizi, Minova (du côté de la RDC) et Rutsiro (au Rwanda). 54% de nos enquêtés sont des hommes et 46% des femmes du côté congolais alors qu'au Rwanda ces proportions sont respectivement de 52% pour les hommes et 48% pour les femmes.

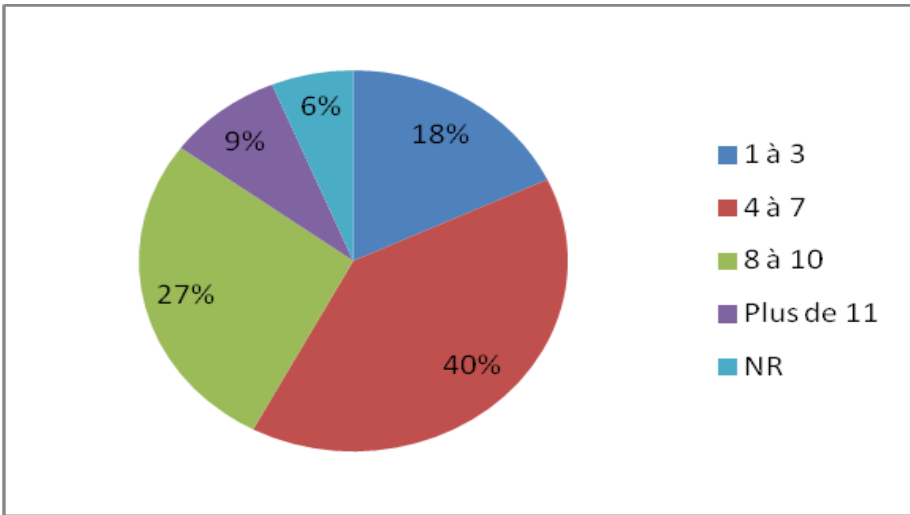
Des interviews avec les caféiculteurs, il ressort que les femmes sont très impliquées dans la culture et comme le dit M. Innocent de Ntamugenga « *le café n'a pas de genre, car même les femmes ont actuellement leurs propres champs de café* »³. A Minova par exemple toutes nos interviews montrent que les femmes jouent un rôle non négligeable dans la culture du café et certaines sont propriétaires de terres sur lesquelles elles cultivent le café. Très souvent elles ont acquis ces terres par héritage mais aussi parfois acheté auprès de chefs coutumiers⁴.

Les résultats de l'étude montrent aussi que la majorité des enquêtés (soit 62,7%) est âgée entre 25 et 45 ans et la plupart d'entre eux ont de grandes responsabilités dans leurs familles car 72,7% des enquêtés sont chefs de leurs ménages. Par ailleurs, pour la majorité des enquêtés, la taille de leurs ménages varie entre 4 et 7 personnes. La taille moyenne étant de 6 enfants par famille.

³ Interviews réalisées à Ntamugenga le 7 Avril 2014

⁴ Interviews réalisées à Ntamugenga et Minova entre le 5 et le 7 Avril 2014

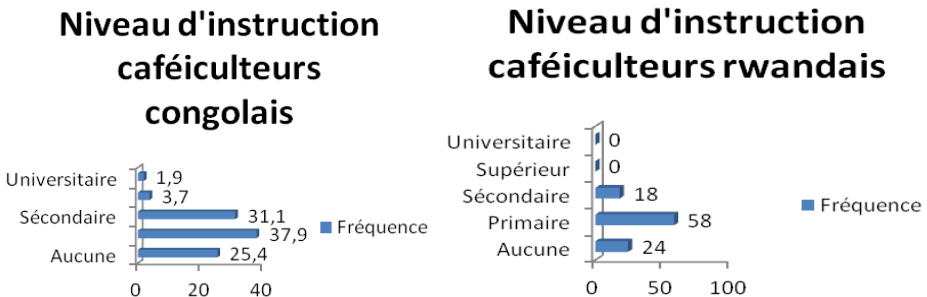
Graphique 2: Taille des ménages



Les résultats de l'étude montrent que 24% des personnes interrogées du côté congolais n'ont aucun niveau d'instruction, cette proportion est presque identique du côté rwandais. 37,9% des personnes interrogées du côté congolais ont un niveau primaire et 31,1% ont un niveau secondaire. Ces proportions sont respectivement de 58% et 18% du côté du Rwanda. On peut facilement constater qu'il y a plus de personnes interrogées du côté rwandais que du côté congolais qui ont un niveau primaire alors que pour le niveau secondaire, la tendance s'inverse au profit des Congolais.

Aucune personne interrogée du côté des producteurs rwandais n'a un niveau universitaire alors que 5 % des personnes interrogées du lot des producteurs congolais sont allés au-delà de l'école secondaire.

Graphique 3: Répartition des enquêtés sur les localités du coté congolais et rwandais selon leur niveau d'instruction



En général, le niveau d'instruction est trop faible parmi les personnes enquêtées et qui sont des producteurs de café. Deux facteurs importants peuvent être retenus pour expliquer ce faible taux de scolarisation. Premièrement, l'enquête a porté en partie sur les femmes dont le taux de scolarisation est encore inférieur à celui des hommes. Pour ce qui est de la RDC, une étude menée en 2009 a démontré que le taux net de scolarisation des filles était de 48,4% contre 54,8% pour les garçons dans les zones rurales. Ce taux est beaucoup plus faible pour la province du Nord Kivu où seulement 30% des filles fréquentent l'école (Mokonzi et al, 2009). Deuxièmement, le faible taux d'instruction de nos enquêtés se justifie par le fait que l'enquête s'est déroulée dans les zones rurales où le taux de scolarisation est généralement faible. Ce taux est de 34,1% pour la province du Nord Kivu, un taux inférieur à la moyenne nationale qui est de 43,3% (Mokonzi et al, 2009).

Ce faible taux de scolarisation se justifie aussi par la faiblesse de moyens alloués par l'Etat au secteur de l'éducation. En effet alors qu'entre 1960 et 1970, le financement du secteur de l'éducation représentait 7% du PIB, il est passé à moins de 1% dans les années 2000. Bien plus, la part de ce secteur dans le budget de l'Etat est passée de 25% dans les années 1970 à seulement 6% vers la fin de la décennie 2000 (Mokonzi et al, 2009).

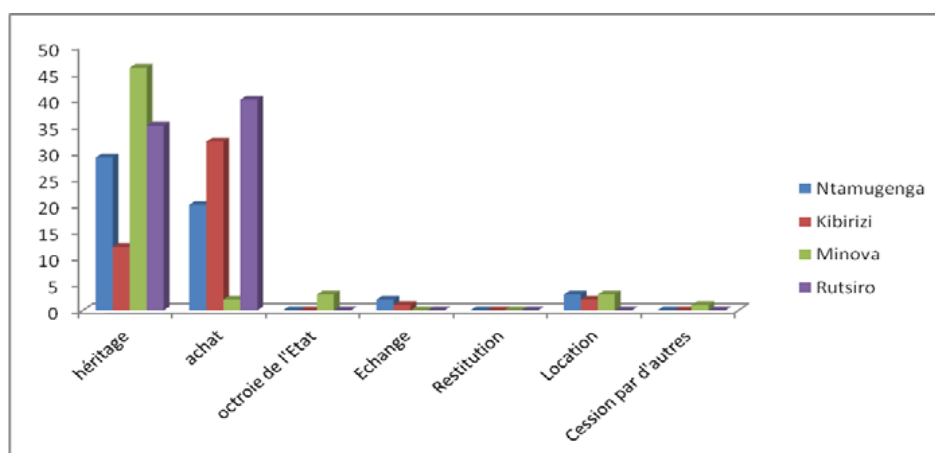
Concernant le statut d'occupation de la terre, plus de 89% de nos enquêtés sont propriétaires de terres sur lesquelles ils cultivent le café. Le tableau 2 montre qu'une bonne majorité d'entre eux ont acquis la terre soit par héritage ou succession soit par achat avec des fonds propres.

Tableau 2: Répartition des enquêtés selon le mode d'acquisition de la terre

Mode d'acquisition de la terre	Effectif	Fréquence (%)
Héritage ou succession	88	54,7
Achat avec fonds propres	54	33,5
Octroi de l'Etat	3	1,9
Echange	3	1,9
Restitution	0	0
Location	8	5
Cession par d'autres	1	0,6
Non réponses	4	2,5
Total	161	100

Cependant le mode d'acquisition diffère selon les localités. A Ntamugenga et Minova, la majorité des propriétaires ont acquis leur terre par héritage alors qu'à Rutsiro (au Rwanda) et à Kibirizi, l'acquisition des terres se fait principalement par achat. L'obtention des terres par octroi de l'Etat, échange ou cession par d'autres est insignifiante dans toutes les localités enquêtées.

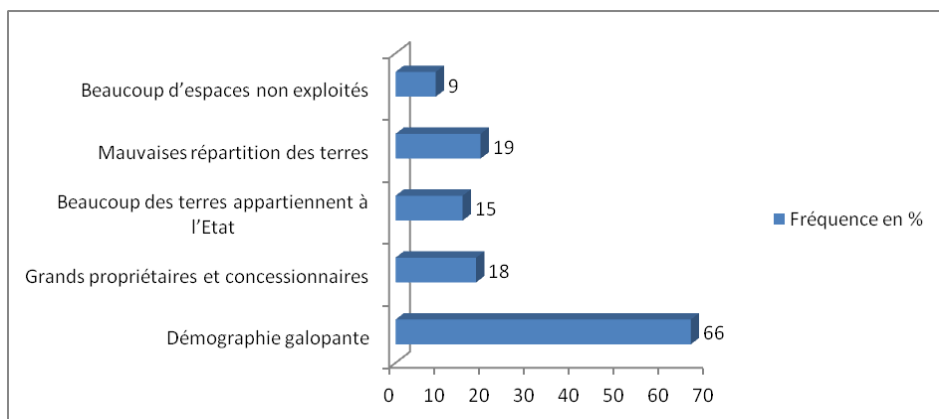
Graphique 4: Modes d'acquisition de terre



64% de nos enquêtés ont estimé qu'il ne se pose pas un problème de terre pour la culture du café et 36% soutiennent le contraire. Parmi les 36%, la majorité d'entre eux, soit 66%, estime que la rareté des terres cultivables serait due à une démographie galopante, 18%

attribuent cette situation à la présence d'un grand nombre des propriétaires terriens et aucun enquêté n'a soulevé le problème de terres peu fertiles comme étant une des causes de la rareté de terres cultivables.

Graphique 5: Raisons de difficultés d'accès à la terre



3.2. Les Conflits fonciers dans le secteur de production du café

En milieu rural, le principal outil de production d'un ménage est la terre. Cependant, dans les zones où s'est déroulée notre enquête, une proportion importante de nos enquêtés a affirmé qu'un nombre non négligeable des ménages ruraux n'ont pas de terre. (Cfr Graphique 5). Nous nous sommes cependant intéressés aux moyens de survie de ces ménages sans accès à la terre. Les résultats de notre recherche montrent que le principal moyen de survie de ces ménages est l'agriculture par métayage (83,1%) suivi par le travail journalier (64,9%). L'aide de la famille ne représente que 3,4%. Nous pouvons donc constater que l'agriculture reste la principale activité de ces ménages bien qu'ils ne soient pas propriétaires de la terre.

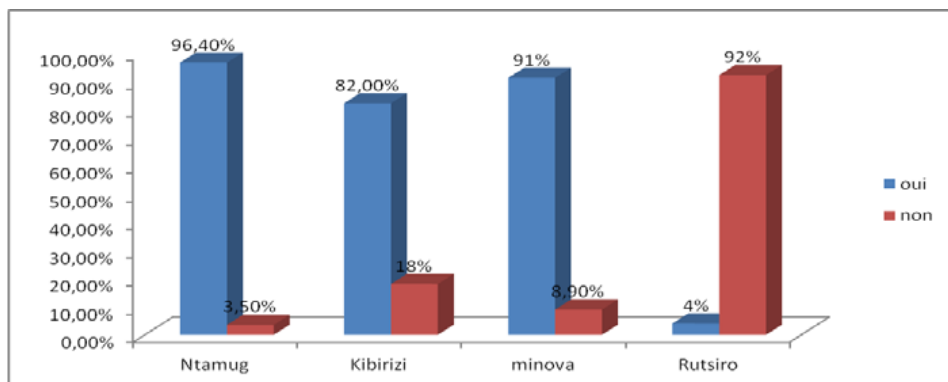
Tableau 3: Relation entre les variables ménages sans terre et leurs moyens de survie

	Moyens de survie							Total
	Travail journalier	Métayage	Mendicité	Commerce	Fonctionnaire	Aide de la famille	Non réponse	
Ménages sans terres	64,9%	83,1%	3,4%	13,5%	2,7%	3,4%	2%	100%

89% propriétaires des terres dans les zones de notre étude sont des hommes. Bien que les femmes jouent un rôle important dans la culture du café, leur accès à la terre reste très limité. Plusieurs raisons ont été avancées par les enquêtés pour justifier cette situation. Cependant, la raison principale semble être la tradition et les pratiques culturelles. En effet, plus 87% de nos enquêtés considèrent que la tradition et la persistance de nombreuses pratiques culturelles sont la principale cause justifiant l'accès limité des femmes aux terres.

Il existe une quasi-unanimité parmi les enquêtés (90,1%) quant à l'existence des conflits fonciers dans leurs communautés. Cependant, comme le montre le graphique ci-dessous, le degré d'acceptation de l'existence de ces conflits est différent d'une localité à une autre. C'est Ntamugenga qui présente un pourcentage élevé des enquêtés (96,4%) estimant que les conflits fonciers existent dans leur communauté alors qu'au Rwanda ce pourcentage n'est que de 4%.

Graphique 6: Perceptions de l'existence des conflits fonciers par localité

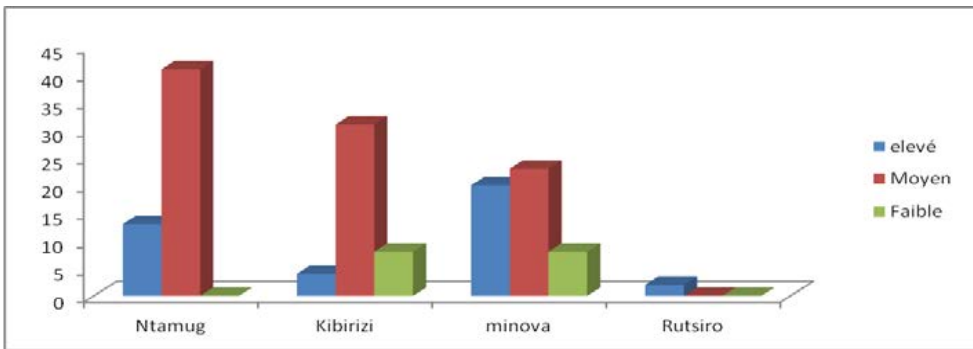


Par ailleurs, le degré de manifestation de conflits est presque identique dans toutes les zones. La majorité des enquêtés ont estimé que ce degré est moyen, à l'exception du Rwanda où ce niveau est estimé être faible.

C'est le mode d'acquisition des terres qui fait qu'il y ait conflit ou pas. Au Rwanda, il y va de soi qu'il n'y ait pas cette perception des conflits comme du côté congolais. Ici, la plupart des caféiculteurs ont

acquis leur terre par achat. Par contre, du côté congolais ce sont des membres de famille qui sont en conflit pour des raisons de mauvais partage de l'héritage. Ce sont les parents polygames ou ceux qui n'ont pas fait de bon testament de partage des biens qui posent problèmes et laissent derrière eux des conflits familiaux qui se transforment en conflits communautaires selon que leurs conjointes sont des diverses origines ethniques. Selon le délégué du chef de poste d'encadrement administratif de Minova, nombreux conflits terriens déferés en justice à Kalehe tirent leur origine du fait de la polygamie et donc de la succession.

Graphique 7: Degré de manifestation des conflits dans les différentes zones



Rappelons que cette recherche a principalement été menée dans les provinces du Nord et Sud Kivu considérées comme étant deux des provinces les plus peuplées de la RDC ; la densité moyenne est estimée à 300 habitants/km² (Pèlerin, 2010). Cette forte densité accentue le risque de conflits fonciers surtout que seuls 10% des terres arables sont exploitées.

Dans un rapport sur les conflits au Nord Kivu, Pèlerin (2010) estime que trois facteurs sont à la base des conflits fonciers dans cette province : l'augmentation de la population due à une forte croissance démographique et à la migration, la création de parcs naturels et le développement de l'élevage extensif.

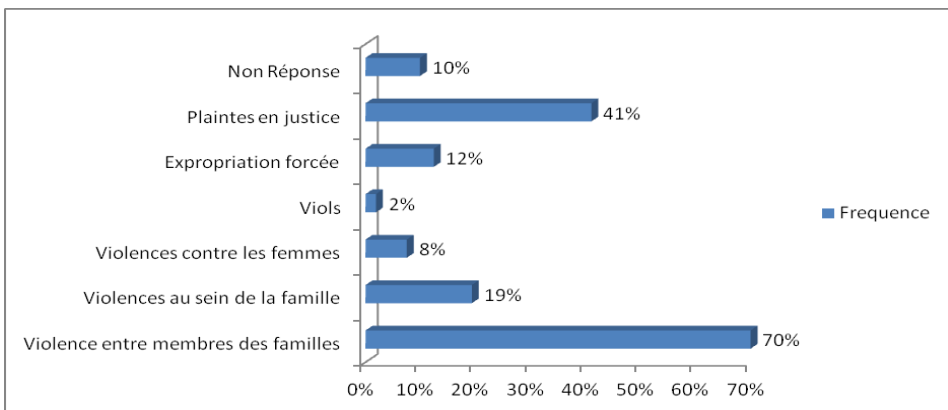
Ces trois facteurs ont sensiblement réduit la disponibilité des terres cultivables. Par conséquent, comme l'agriculture constitue la principale source de revenu pour des millions de populations rurales,

la rareté de la terre implique une forte compétition entre acteurs susceptibles de déboucher à des conflits. Ces conflits, qui à l'origine sont purement fonciers, se transforment très rapidement en conflits intercommunautaires.

Par ailleurs le manque d'opportunités économiques, dans un contexte où le secteur secondaire, capable d'embaucher la population active qui ne cesse de croître est peu développé, est aussi considéré comme un autre facteur à la base des conflits fonciers à l'Est de la RDC. Bien plus, la réinstallation des personnes déplacées, en particulier les personnes d'expression rwandaise réfugiées au Rwanda depuis plusieurs années, risque d'être une source potentielle de nouveaux conflits fonciers dans la région. Dans ce contexte de forte densité, ceux qui avaient abandonné leurs terres ont très peu de chance de les récupérer car celles-ci sont occupées soit par les voisins et parfois même par les membres de la communauté n'ayant pas migré.

Beaucoup de personnes rencontrées lors de notre étude ont estimé que les conflits fonciers se manifestent des différentes manières, notamment à travers les violences entre membres d'une même famille, expropriation forcée, viols contre les femmes, plaintes en justice, etc. Ces résultats sont présentés dans le graphique 8. Ils montrent que, dans la plupart des cas, les conflits fonciers se manifestent à travers les violences entre membres de la famille ; 70% des enquêtés ont choisi cette assertion.

Graphique 8: Expression des conflits fonciers

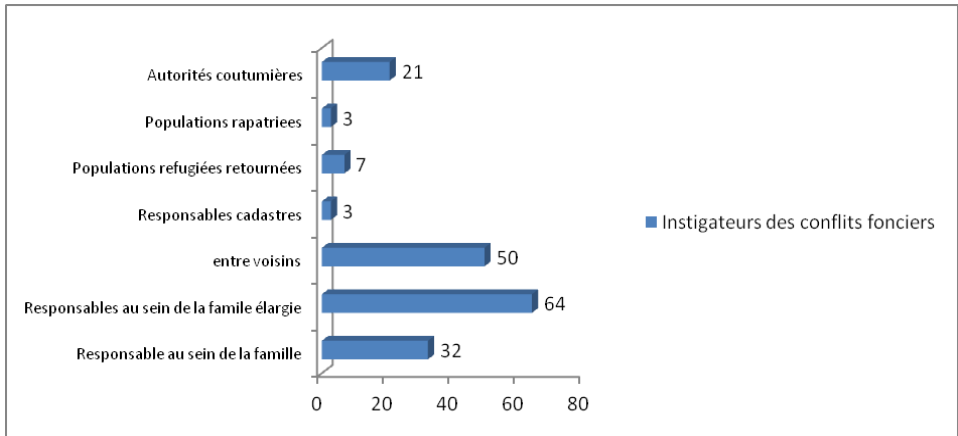


Ce résultat est confirmé par plusieurs interviews que nous avons faites à Ntamugenga, Kibirizi et à Minova révélant que les conflits fonciers sont plus familiaux qu'entre voisins⁵.

Lorsqu'on demande aux enquêtés qui sont les principaux instigateurs des conflits fonciers dans leur milieu, la plupart citent les membres de la famille élargie, viennent ensuite les voisins et en troisième lieu figurent les membres de la famille restreinte. 64% des enquêtés considérant que les conflits fonciers existant dans leur communauté sont causés par les membres de leurs familles élargies. 50% accusent les voisins et 32% les membres de la famille restreinte. Seulement 21% des enquêtés considèrent que les autorités coutumières seraient la source des problèmes fonciers dans leurs communautés.

Nous pouvons donc conclure que les conflits fonciers, en particulier dans le secteur de café, sont plus un problème familial (famille élargie) qu'un problème communautaire et toute solution à ce problème devrait donc se focaliser plus sur le niveau familial.

Graphique 9: Instigateurs des conflits fonciers selon les enquêtés



De nombreuses études (Pèlerin, 2010, Stearns, 2013) reconnaissent que les litiges fonciers sont une des causes des conflits armés à l'Est de la RDC et il est inconcevable d'envisager une solution à long terme de ces conflits si les problèmes fonciers ne sont pas traités avec rigueur et résolus une fois pour toute. La complexité du système

⁵ Interviews à Ntamugenga et Minova du 5 au 7 Avril 2014

juridique congolais est présentée dans ces études comme un obstacle majeur pour la résolution et la prévention des conflits fonciers. Plusieurs lois et textes existent, mais il se pose un problème de leur applicabilité. Le cas de figure de la question du « NGEMO » pose problème dans la localité de Kibirizi où les chefs coutumiers vendent les terres et continuent à exiger une redevance auprès des acquéreurs-acheteurs, devenus propriétaires de droit, qui possèdent des titres immobiliers leur octroyés par le cadastre foncier et qui ne se sentent plus soumis au paiement à qui que ce soit d'une redevance coutumière car ayant acquis le droit de propriété et de jouissance de leur terre. Les chefs coutumiers ne s'accordent pas avec les responsables du cadastre à cet effet.

3.3. La manipulation des identités et son impact sur le secteur du café

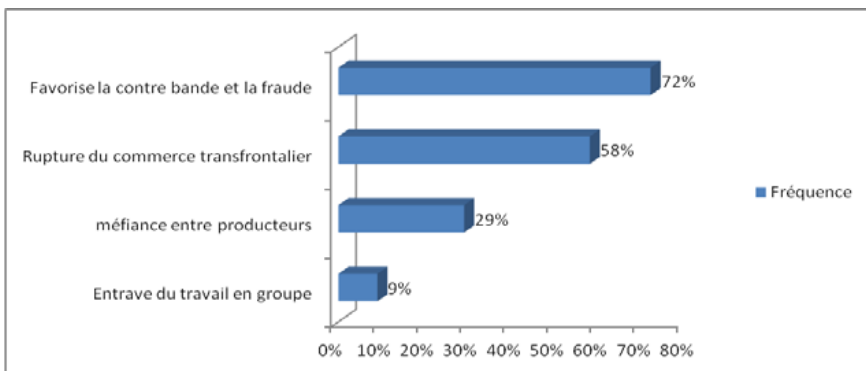
Les différents conflits armés à l'Est de la RDC ont été exacerbés par le souci des élites de protéger leurs intérêts (Stearns, 2013). Au Nord Kivu par exemple, il y a une prolifération des groupes armés qui se constituent sur une base ethnique et qui sont téléguidés par les élites locales, le plus souvent vivant loin des zones de conflits. Dans leur grande majorité, ces groupes armés sont essentiellement composés de jeunes et sont très meurtriers : en 1993, les conflits ethniques à Masisi ont fait entre 3000 et 14000 morts et environ 200000 déplacés (Pèlerin, 2010).

Dans la présente étude, nous nous sommes intéressés à la perception des caféiculteurs quant au rôle joué par les élites dans la manipulation des aspects identitaires et par conséquent leur rôle dans les conflits ethniques dans les zones productrices du café retenues dans cette étude.

La manipulation des identités aboutit généralement à des conflits ethniques aux conséquences incalculables. Cette manipulation affecte le travail du café dans la région. Plus de 60% de nos enquêtés répondent par l'affirmatif lorsqu'on leur demande si la manipulation des identités a un impact sur la production et le commerce du café. Plus précisément, les enquêtés considèrent que les effets de la manipulation des identités sont l'entrave du travail en groupe, la

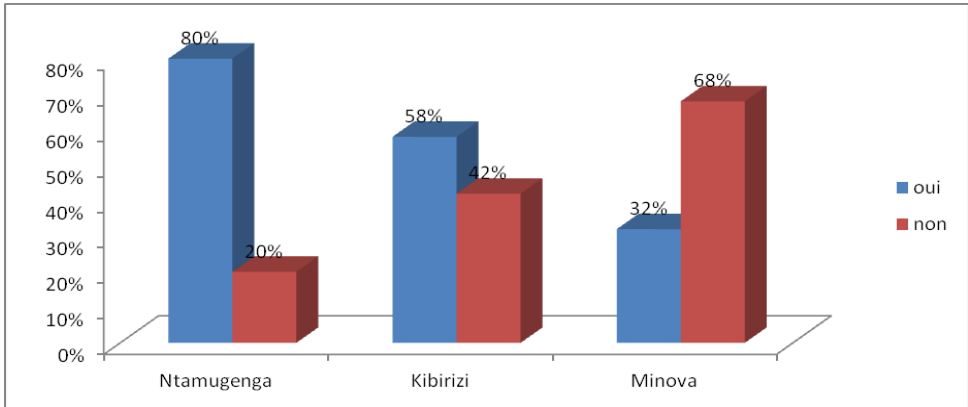
méfiance entre producteurs, la rupture du commerce transfrontalier, la fraude et la contrebande. Parmi les 60% des enquêtés estimant que la manipulation des identités affecte le travail du café, 72% d'entre eux considèrent que celle-ci favorise la fraude et la contrebande, 58% estiment que la manipulation provoque la rupture du commerce transfrontalier formel, 29% citent la méfiance entre producteurs et seulement 9% choisissent l'entrave du travail en groupe comme impact de la manipulation des identités.

Graphique 10: Effets de la manipulation des identités sur le secteur du café



Les femmes, dans leur travail quotidien (en particulier dans leurs activités de production et de commercialisation du café), sont les premières victimes des conflits et de l'insécurité générés par la manipulation des identités. En moyenne, 56,5% des enquêtés pensent que les femmes sont exposées aux différents risques dans leur travail de café lorsqu'il y a insécurité. Ce pourcentage est beaucoup plus élevé dans les localités de Ntamugenga (80%) et Kibirizi (58%) où l'insécurité a longtemps sévi et est chronique comparativement à Minova (seulement 32% pensent que les femmes sont affectées par le travail du café en période de conflits) qui est plus stable et mieux sécurisé que les deux autres zones.

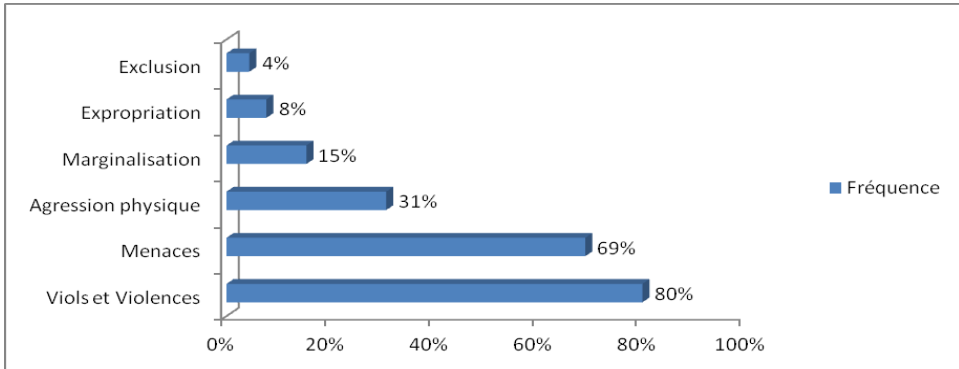
Graphique 11: Perception des enquêtés par rapport aux risques encourus par les femmes en période de conflits



Concernant les types de violences auxquelles les femmes sont exposées dans leur travail quotidien en cas de conflits, les caféiculteurs en citent trois considérés comme les plus importants: viols et violences sexuelles, violences physiques et agression physique.

Plus de 80% des enquêtés pensent qu'en période de conflits, le risque auquel les femmes sont exposées est le viol et la violence sexuelle. Environ 69% pensent par contre que ce sont les différentes menaces (physiques ou morales) qui constituent le risque important auquel les femmes sont exposées. 31% citent les agressions physiques et 15% la marginalisation des femmes. Selon les participants aux séances de validation de Minova et Rubare, les 15% des cas de marginalisation des femmes est un taux faible par rapport au vécu des femmes. Selon elles, il existe des discriminations sur le plan de la propriété, du travail et de la répartition des revenus sans parler des violences physiques qu'elles connaissent dans les ménages et en dehors de là. Il est aussi fait remarquer que la marginalisation est moins expressive que les violences physiques auxquelles les femmes sont exposées.

Graphique 12: Différents types de risques auxquels sont exposées les femmes dans leur travail du café

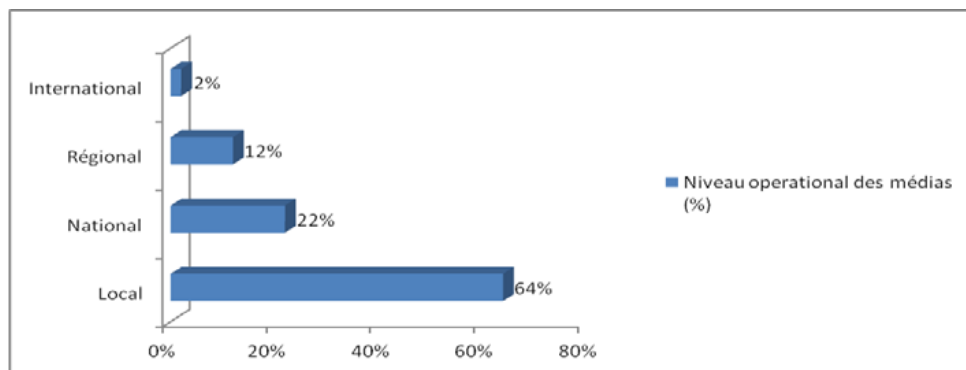


Une question qui mérite d'être soulevée est la perception des caféiculteurs par rapport au rôle que jouent les élites dans la manipulation des identités. 31% des enquêtés estiment que les élites jouent un rôle négatif alors que 46% estiment qu'elles jouent plutôt un rôle neutre.

Les médias sont souvent utilisés pour attiser les conflits et les manipulations des identités. Cependant, selon la perception des enquêtés congolais, le rôle que les médias jouent pour attiser la haine semble être mineur. Si les médias en RDC n'ont pas encore joué un rôle majeur dans l'incitation à la haine, il faut se rappeler qu'au Rwanda avant et pendant le génocide les médias ont joué un rôle négatif.

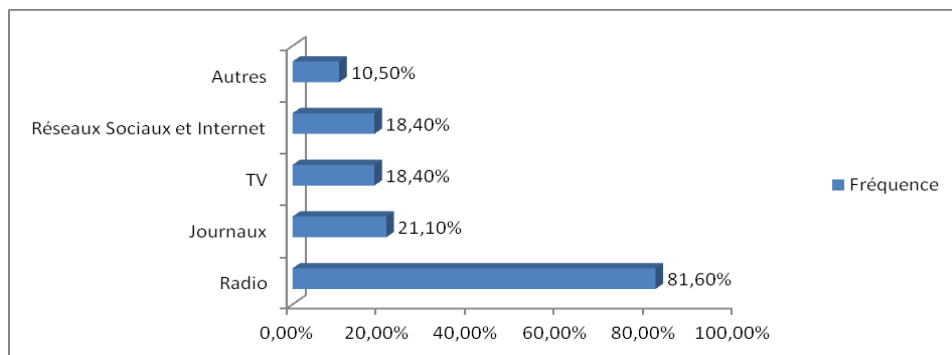
60,9% des enquêtés considèrent que les médias ne jouent aucun rôle dans la manipulation des identités contre 23,6% qui estiment que ce rôle est plutôt négatif et significatif. Ces médias peuvent opérer au niveau local, national, régional ou international. Parmi le 23,6%, la majorité estime que les médias attisant la haine opèrent plus au niveau local, ceci représente 64%, en deuxième lieu vient le niveau national (22%), le niveau régional représente 12% et le niveau international ne représente que 2%.

Graphique 13: Niveau opérationnel des médias



Quels sont les principaux médias utilisés pour véhiculer les messages de manipulation des identités ? Comme le montre le graphique 14, plus de 81% ont choisi la radio comme le canal le plus utilisé par les manipulateurs des identités, 21,1% utilisent des journaux, 18,4% utilisent la TV et réseaux sociaux.

Graphique 14: Principaux canaux utilisés par les médias



3.4. Analyse économique du secteur café et lien entre pauvreté rurale et conflits armés

Cette section analyse les aspects économiques du secteur du café. La relation entre pauvreté et conflits armés dans les zones productrices du café est également passée en revue. La section tente d'établir un lien entre la sécurité alimentaire des caféiculteurs et le niveau de production et de commercialisation du café.

3.4.1. La culture du café : une source principale de revenu des caféiculteurs

Malgré l'instabilité chronique qui sévit dans les zones rurales des provinces de l'Est de la RDC, l'agriculture reste la principale source de revenu des populations rurales. Ceci est le cas pour les producteurs du café. Les résultats de notre étude montrent en effet que la culture du café constitue la principale source de revenu pour 73,3% de nos enquêtés alors que l'emploi rémunéré (soit comme journalier, employé dans le secteur privé, fonctionnaire ou alors comme employé dans une association ou une ONG) est la principale source de revenu pour seulement 14,9% de nos enquêtés.

Tableau 4: Sources de revenu des agriculteurs

	Effectif	Fréquence (en %)
Culture du café	118	73,3
Agriculture d'auto-subsistance	56	34,8
Journalier et /manutentionnaire	6	3,7
Vente des produits agricoles	80	49,7
Commerce/intermédiaire/commissionnaire	10	6,2
Employé dans le secteur privé	17	10,6
Employé dans une association / ONG ou fonctionnaire	1	0,6
Non réponse	11	6,8
Total	161	100

Il importe de souligner que les différences entre localités, en ce qui concerne la principale activité génératrice des revenus, ne sont pas négligeables. Parmi les 118 caféiculteurs qui ont choisi la culture du café comme la première source du revenu, 41,5% viennent de Kibirizi, 33,9% sont de Minova et 24,6% de Ntamugenga. Et concernant les 56 personnes qui ont choisi l'agriculture d'autosubsistance comme une autre source principale du revenu, 42,9% sont de Kibirizi, 35,7% de Minova et seulement 21,4% de Ntamugenga.

On constate que pour ces deux sources de revenu, la localité de Ntamugenga occupe la dernière place. Cette localité domine par contre les autres pour ce qui est du revenu non agricole. Par

exemple, le nombre des producteurs générant un revenu non agricole (en particulier le revenu généré par un emploi dans une association, service étatique ou une ONG) est plus élevé à Ntamugenga (70,6% des enquêtés qui gagnent un revenu grâce à ces organisations vivent dans cette localité et font le travail de champs dans les grandes concessions comme main-d'œuvre) que dans les autres localités congolaises (29,4% à Kibirizi et 0% à Minova). Ce revenu non agricole est primordial pour lutter contre la pauvreté dans le monde rural. Une étude sur le Rwanda a démontré que la capacité d'un ménage rural à gagner un revenu non agricole est un déterminant important du niveau de pauvreté (Ndiamé et al, 2005). L'étude arrive à la conclusion selon laquelle la probabilité qu'un ménage rural soit pauvre est plus faible pour un ménage qui gagne un revenu non agricole que pour un ménage qui ne vit que du revenu agricole.

Beaucoup d'enquêtés ont reconnu le rôle important que le café a joué dans leur vie. C'est le cas de M. Innocent Matsuku, rencontré à Ntamugenga⁶. Pour lui, c'est grâce à la culture du café que ses parents avaient financé ses études. Il considère que le café a perdu sa valeur à cause des guerres à répétition et espère qu'une reprise de cette culture permettra aux caféiculteurs de faire étudier leurs enfants et de lutter contre la pauvreté et la malnutrition dont souffrent de nombreux enfants. Cet avis est partagé par beaucoup d'autres interviewés et surtout un autre caféiculteur de Ntamugenga qui stipule que « ... *avant la guerre, avec un sac de café quelqu'un pouvait construire une maison, payer les frais d'études des enfants, etc. Mais depuis le début de la guerre, la production a baissé parce que beaucoup de producteurs ont fui, ceux qui sont restés ne peuvent pas se rendre facilement à leurs champs pour cultiver ou entretenir les cultures*⁷, il est devenu difficile de trouver des clients qui ne veulent plus se rendre dans les zones productrices du café à cause de la présence des groupes armés. Par conséquent, le café a perdu sa

⁶ Interview avec Innocent, le 7 Avril 2014 à Ntamugenga

⁷ Un exemple de l'impact sur la production du manque d'entretien des champs à cause de la guerre est donné par un producteur qui, pendant la guerre, ne récoltait que 50Kg de cerises sur ces 4400 tiges de café alors qu'avant la guerre sa récolte était estimée à 2500kg (focus group à Ntamugenga, le 7 Avril 2014)

valeur et la population a préféré s'atteler plus aux cultures vivrières comme le haricot, l'oignon, la pomme de terre, des cultures moins rentables mais pour lesquelles il est facile de trouver des clients,... »⁸.

De l'analyse précédente, nous pouvons conclure que la détérioration des conditions de travail et le niveau bas des revenus des caféiculteurs seraient parmi les facteurs explicatifs de la pauvreté rurale qui est considérée par beaucoup comme étant la source principale ou tout au moins un facteur d'exacerbation de conflits armés et de la persistance de l'instabilité politique. Ceci ressort clairement dans le tableau 5 qui montre que pour la majorité des enquêtés, le faible niveau de revenu dans le secteur encouragerait les conflits dans leurs communautés (en particulier les conflits fonciers), et d'autre part les conflits en général auraient un impact négatif sur la production du café et donc sur le revenu des caféiculteurs. Il se crée alors un cercle vicieux : la faiblesse de la production et du revenu provoque les conflits qui à leur tour provoquent une baisse de la production et des revenus agricoles et accroissent donc la pauvreté.

Tableau 5: Relation entre conflits et faible niveau de production et de revenu

	Impact du niveau de revenu sur les conflits (en %)		Impact conflits et production du café (%)	
	oui	non	oui	non
Ntamugenga	94,50	5,50	92,70	7,30
Kibirzi	76	24	78	24
Minova	67,80	32,20	66	34
Rutsiro	8	92	4	96

C'est à Ntamugenga où il y a forte proportion des interviewés (plus de 92%) qui pensent qu'il existe une relation symétrique entre niveau de revenu et les conflits dans leur communauté, suivi par Kibirizi et Minova. Au Rwanda, presque tous les interviewés ont estimé qu'il n'existe aucun lien entre production agricole, le revenu, la pauvreté et les conflits.

⁸ Interview réalisée à Ntamugenga le 7 Avril 2014

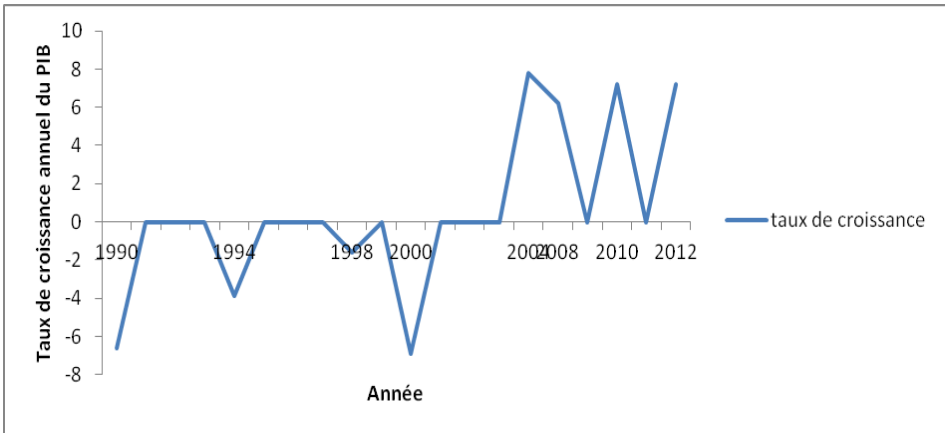
Dans les deux sections qui suivent, il est fait une analyse plus détaillée de cette relation symétrique entre conflits et pauvreté ou faiblesse du revenu.

3.4.2. Le travail de production du café, le chômage et l'adhésion des jeunes au sein des groupes armés à l'Est de la RDC

Comparativement à beaucoup d'autres pays africains, la pauvreté n'a pas sensiblement baissé en RDC depuis les années 1990. Le taux de de pauvreté est resté le plus élevé en milieu rural (75,72%) qu'en milieu urbain (61,49%) (GoC, 2006). Ce taux est très largement supérieur au taux moyen de l'Afrique Subsaharienne qui est de 50,9%. A l'exception de la ville de Kinshasa, la capitale du pays, le taux de pauvreté est supérieur à 50% dans le reste du pays. Par ailleurs, en 2011 la RDC avait l'indice de développement humain (IDH) de 0,286, le plus faible du monde. Cet indice est inférieur au niveau de 1990 (0,289) et très inférieur à l'indice moyen de l'Afrique Subsaharienne qui est de 0,463 (UNDP, 2011).

Une des raisons principales expliquant cette situation est la faiblesse de la gouvernance politique et économique. Sur le plan économique, les performances de la RDC sur les 20 dernières années laissent à désirer. Les années 1990 ont été caractérisées par une situation économique désastreuse, la croissance économique était en moyenne de -5,47 %. Les années 2000 ont vu une petite reprise économique, la croissance se situant à 3,84%. En moyenne sur toute cette période le taux de croissance du pays (- 0,87) est négatif et par conséquent inférieur à 7% (voir graphique 15) qui est le taux minimum requis dans les objectifs du millénaire pour baisser la pauvreté de moitié d'ici 2015.

Graphique 15: Evolution du PIB de la RDC de 1990 à 2012



Rappelons que les populations rurales tirent leur revenu principalement des activités agricoles. La production dans le monde rural dépend des facteurs tel que la disponibilité de la terre, de l'eau, des fertilisants, du niveau de prix des produits agricoles mais aussi et surtout de la stabilité politique. L'incapacité dans le monde rural de satisfaire les besoins de base conduit souvent au ressentiment et au mécontentement social de la population, facilitant ainsi la participation de cette dernière dans les conflits. En effet, le manque d'activités génératrices de revenu, le manque de services sociaux de base tels que la santé et l'éducation peuvent être source du mécontentement social et faciliter l'enrôlement des jeunes dans les milices. Il se développe alors au sein de la population un sentiment d'injustice sociale qui, combiné avec d'autres facteurs, force la population rurale à trouver d'autres alternatives de survie.

Parmi les moyens alternatifs de survie, on peut citer la recherche d'un emploi rémunéré. Cependant, la rareté des emplois rémunérés dans les zones rurales congolaises ne laisse aux populations rurales comme alternative que le développement des activités illégales, en particulier l'enrôlement dans les groupes armés.

Le secteur agricole souffre aussi de la faible productivité. Le niveau de productivité agricole en RDC est l'un des plus faibles du continent africain et diminue au fil du temps. Elle était de 773kg par hectare en 2010 contre 802kg en 1997. Bien plus, comme déjà souligné plus haut, le potentiel agricole du pays n'est pas pleinement utilisé ;

seulement 10% de 135 millions d'hectares des terres arables sont aujourd'hui exploitées (Morisho, 2014).

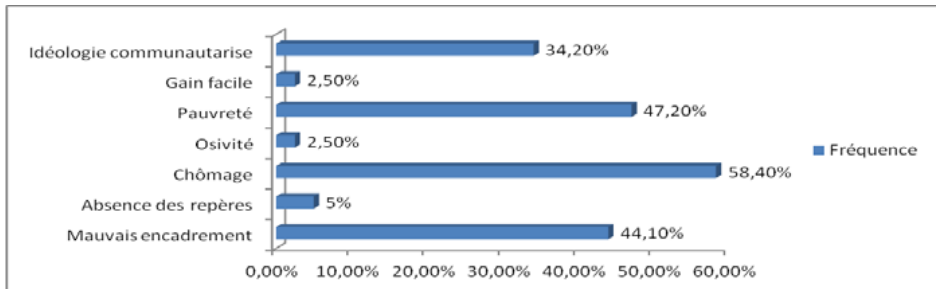
En résumé, les zones rurales congolaises sont caractérisées non seulement par la faiblesse de la production agricole mais aussi par la rareté des emplois non agricoles. Le taux de chômage y est très élevé. Quels seraient alors les effets de cette faible productivité agricole et du manque des emplois rémunérés dans les zones rurales ?

Il est en effet établi qu'un niveau de chômage élevé et persistant facilite l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés qui représentent alors pour eux un moyen facile de gagner un revenu lorsque les moyens non violents de générer un revenu offrent très peu d'opportunités. Ce qui justifie la participation en masse dans les groupes armés des individus vivant dans des conditions précaires c'est la présence des motivations matérielles.

Des interviews avec les petits exploitants du café à Ntamugenga et Kibirizi⁹, il ressort que beaucoup de jeunes sans aucune possibilité de trouver un emploi rémunéré estiment qu'un moyen facile d'améliorer leur position sociale dans leur milieu est de participer activement dans les conflits. Le graphique 16 confirme ce résultat. En effet, les résultats de notre enquête montrent que le chômage est le facteur le plus important (58,4%) qui pousse les jeunes à s'enrôler les groupes armés. Les deux autres facteurs importants explicatifs de la participation des jeunes dans les conflits sont la pauvreté (47,2%) et le mauvais encadrement de la jeunesse (44,1%). Le manque de travail et la pauvreté sont donc les deux causes principales qui inciteraient la jeunesse à jouer un rôle actif dans les conflits armés chroniques que connaît la province du Nord Kivu.

⁹ Interviews conduites le 7 et 8 Avril 2014

Graphique 16: Raisons poussant les jeunes à intégrer les groupes armés



Les discussions avec les jeunes cultivateurs du café au Congo ont révélé que ceux-ci mènent un raisonnement purement économique. Selon eux, il existe un coût d'opportunité de s'engager dans les rébellions. Ce coût suppose que les acteurs décident de s'engager dans les conflits si les promesses matérielles sont supérieures aux risques (blessures, arrestations, mort, etc). Par conséquent, si les opportunités de revenu et de travail sont rares en période de paix, le coût d'opportunité de rejoindre un groupe armé est élevé et les promesses matérielles attirent facilement les jeunes dans les rebellions.

Les caféiculteurs ont révélé pendant les interviews et groupes de discussion¹⁰ qu'une période d'instabilité pourrait être préférée à une période de paix et de stabilité (surtout pour les jeunes) si celle-ci est caractérisée par une précarité sévère, l'absence des opportunités d'emploi, un taux de chômage rural élevé et un rendement faible dans l'agriculture. Ceci est d'autant plus vrai qu'une situation de conflits offre des ressources matérielles, des opportunités de pillage et d'impunité que la période de paix n'offre pas.

La déclaration de M. Adolphe Nsabimana de Ntamugenga est très illustrative du lien entre chômage et conflits:

« ... oui il y a des jeunes qui sont allés dans les groupes armés. Certains ont été enrôlés par force et d'autres à cause du chômage. Pour dire que quand on a une occupation, quand on a un peu

¹⁰ Interviews et groupes de discussion organisés à Ntamugenga et Minova du 4 au 8 avril 2014

*d'argent pour s'acheter ce dont on a besoin, on ne peut pas entrer dans les groupes armés. Les rebelles profitent du manque d'occupation des jeunes pour les tromper. Ils disent par exemple : "Regardez les autorités ont échoué à vous donner du travail. Mais nous, nous allons vous donner de bonnes fonctions quand nous allons libérer telle ville", ... »*¹¹.

Goodhand (2001) donne deux exemples montrant comment le chômage et la pauvreté peuvent être source de la violence. Le premier exemple concerne la Sierra Léone où la rareté des opportunités d'éducation et d'emploi pour les jeunes ont facilité leur engagement dans la rébellion qui a été utilisée comme un moyen de mettre fin à leur cycle de pauvreté. Une enquête menée sur un échantillon de 1043 combattants impliqués dans la guerre dans ce pays, montre que 30% de ces combattants n'avaient aucun niveau d'étude et étaient très pauvres. Beaucoup d'entre eux avaient quitté l'école au début du conflit soit parce qu'ils étaient incapables de payer les frais scolaires ou que l'école avait fermé. Les résultats de l'enquête montrent aussi que plus la guerre dure plus le niveau d'éducation baisse. Le deuxième exemple est celui de la rébellion Sri Lankaise, qui opérait dans le sud du pays. La cause principale de cette rébellion semblait être la marginalisation des jeunes ruraux.

Il est cependant important de souligner que l'enrôlement dans les groupes armés ne permet pas à ces jeunes de devenir riches dans la mesure où les profits de guerre ou les « butins de guerre » sont généralement accaparés par leurs leaders. Les résultats des interviews avec les caféiculteurs nous ont permis de conclure que des motivations comme la misère, la satisfaction de quelques besoins de base (s'habiller, se nourrir, la participation dans la vie sociale et politique et l'impression de devenir important dans la société, le souci de protéger sa famille) justifiaient plus l'adhésion des jeunes aux groupes armés que le souci de devenir riches. Une étude menée sur la Sierra Léone aboutit aux résultats similaires aux nôtres. Dans ce pays, les mouvements armés incitaient les jeunes à s'enrôler dans les groupes armés en leur promettant de l'emploi, de l'argent, des femmes. Les résultats de cette étude montrent que la plupart

¹¹ Interview avec M. Adolphe à Ntamugenga, le 7 avril 2014

d'entre eux ont effectivement reçu l'argent, les femmes, la drogue, la sécurité pour les familles et beaucoup d'autres biens de valeur (Humphreys and Weinstein, 2004, cités par Justino, 2006).

Comme pour l'Est de la RDC, on se rend rapidement compte que les biens matériels que les jeunes recevaient ou espéraient recevoir leur permettaient seulement de satisfaire les besoins de base et les activités les plus lucratives sont généralement l'apanage de chefs rebelles. Dans beaucoup de conflits en Afrique, les jeunes rejoignent les groupes armés pour avoir un accès facile à la nourriture, à la sécurité, à l'éducation et à l'habillement.

Nous ne pouvons cependant ignorer le fait que certains jeunes soient parfois forcés de s'enrôler dans ces groupes armés. Walter (2004) considère par exemple qu'il est plus facile aux groupes armés de forcer les jeunes à faible revenu de rejoindre leurs mouvements. La contrainte et la peur des répressions forcent donc les jeunes ruraux à devenir combattants ou à fournir des informations ou tout autre service aux groupes armés et même aux troupes loyalistes.

Bien plus, Justino (2012) considère que les jeunes font une analyse coût- bénéfice avant de soutenir et s'engager dans une rébellion. A Ntamugenga et Kibirizi, les caféiculteurs ont souligné le fait que parfois la non-participation peut être plus coûteuse que la participation au conflit. Ils considèrent que participer au conflit peut leur permettre d'atténuer le risque de subir les violences des groupes armés. Ces populations expliquent que souvent le refus de rejoindre un groupe armé peut accroître le risque d'être considéré comme membre ou soutien du groupe ennemi¹². Un groupe armé procure alors non seulement des privilèges matériels mais aussi une protection et une « assurance vie » en période d'instabilité contre d'autres groupes armés. Nos résultats montrent que le choix de rejoindre un groupe armé comme moyen de survie peut être considéré soit comme une opportunité de gagner un revenu dans un environnement où les opportunités d'emplois rémunérés sont rares, soit alors comme un moyen de se protéger et protéger sa famille contre les différents groupes lorsque l'Etat est incapable de le faire.

¹² Interviews faites à Ntamugenga le 7 et 8 Avril 2014

Bien que d'autres facteurs jouent un rôle non négligeable dans l'enrôlement des jeunes dans les rebellions, la facilité d'accès aux ressources et son corollaire la possibilité d'enrichissement facile restent toutefois les facteurs les plus importants.

3.4.3. Insécurité et pauvreté rurale

La relation entre pauvreté rurale et insécurité politique est symétrique ; c'est-à-dire que la pauvreté peut être source de l'instabilité et vice-versa. L'analyse qui précède s'est essentiellement focalisée sur l'impact de la pauvreté sur l'insécurité. Cependant, dans les territoires congolais où nous avons mené notre étude, il est prouvé que l'instabilité politique a été une des causes principales de la pauvreté. Alors qu'une relative paix et un début de reprise économique étaient retrouvés dans toutes les autres provinces de la RDC, l'Est du pays, et en particulier la province du Nord Kivu, est resté instable à cause de la présence de plusieurs milices nationales (par exemple tous les dits nationalistes Maï Maï, PARECO, APCLS et le M23) et étrangères (FDLR, et ADF/NALU).

Le secteur agricole a particulièrement souffert de la présence de ces groupes et des conflits armés récurrents. Ces derniers conflits ont provoqué le déplacement des milliers de gens de leur domicile et lieux de travail. Les données disponibles font état d'environ 2,4 millions de déplacés internes dans cette province. Prenant le cas du territoire de Masisi par exemple, des projections estimaient que la population totale serait de 799 000 habitants en 2002. Mais à cette période, seulement 370 880 habitants étaient identifiés dans ce territoire. Ceci est une indication claire de l'impact de l'instabilité sur la main-d'œuvre rurale et de ce fait sur la production et le revenu des ménages ruraux (Morisho, 2014).

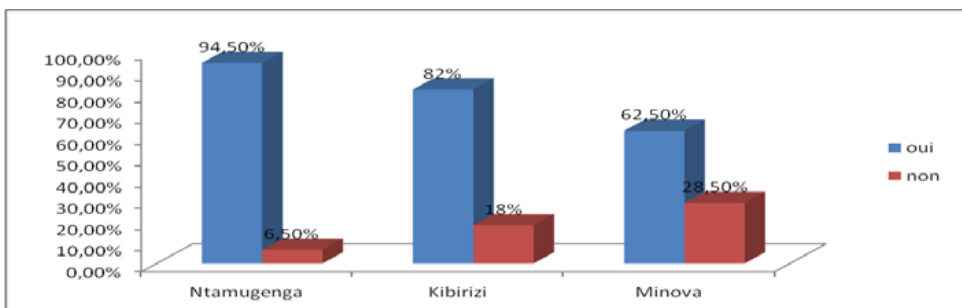
Les autres conséquences de cette insécurité persistante dans cette province sont l'abandon des activités agricoles dont dépendaient des paysans, l'augmentation exponentielle du nombre des gens sans aucune activité économique et la baisse de la production provoquant la rareté des produits agricoles sur les grands marchés, comme dans la ville de Goma et une augmentation des prix de ces produits. Par exemple, les prix d'un sac de 100Kg de haricot est passé de 24\$ en 2003 à 60\$ en 2009 (Senzira, 2009).

Goodhand (2001) argumente qu’une instabilité chronique comme celle qui sévit à l’Est de la RDC aboutit normalement à une pauvreté chronique. Il considère que les effets de la guerre dépendent de sa durée : plus une guerre dure, plus son impact sur le bien-être de la population est important. Par ailleurs, ses effets sont aussi fonction des réels objectifs des différentes rebellions. Dans la mesure où la plupart des milices opérant à l’Est de la RDC ont pour objectif de s’enrichir, les leaders rebelles font tout pour que l’instabilité dure aussi longtemps que possible pour se faire le plus d’argent possible.

Quelle est la relation entre les conflits armés et le niveau de vie de caféiculteurs de Ntamugenga, Kibirizi et Minova ?

Les résultats de nos enquêtes montrent qu’en moyenne, 80% des enquêtés estiment que la présence des groupes armés influence négativement le travail du café dans leur région. Ce pourcentage est plus élevé à Ntamugenga où plus de 94% des caféiculteurs perçoivent que les conflits dégradent les conditions de travail dans le secteur du café et par conséquent affectent leurs conditions de vie. Ce pourcentage est de 82% à Kibirizi et seulement 62,5% à Minova.

Graphique 17: Impact des conflits sur le secteur du café selon la perception des enquêtés



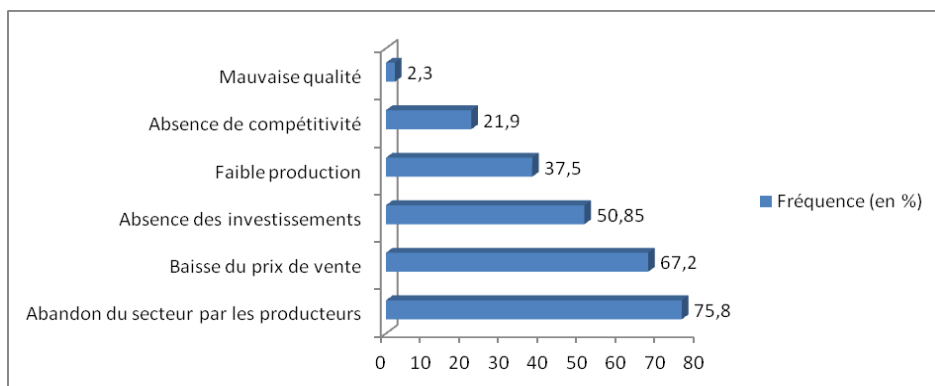
Lorsqu’interrogés sur les conséquences possibles de cette instabilité chronique sur le travail du café, les caféiculteurs citent la baisse de la production, l’abandon des activités du café, l’absence des investissements et la baisse des prix comme les effets des conflits sur la production du café.

Plus de 75% des enquêtés estiment que la conséquence la plus importante des conflits sur le secteur du café est l'abandon de la production par les caféiculteurs. Une période de conflits s'accompagne des déplacements des populations qui fuient vers des endroits supposés être plus sûrs et abandonnent ainsi leur milieu de vie et de travail.

Environ 67% et 50% des enquêtés pensent respectivement que les conflits baissent les prix de vente de leurs produits et réduisent le volume des investissements dans leur secteur. En effet une situation des conflits décourage les investisseurs privés. Par ailleurs, l'Etat utilise une grande partie de ses revenus pour financer la guerre et combattre les groupes armés aux dépens d'autres secteurs de l'économie notamment l'agriculture. L'absence des investissements réduit la production et la qualité et par conséquent les prix.

Enfin, 37,5% des enquêtés considèrent que la production baisse à cause des conflits et 21,9% et 2,3% citent respectivement l'absence de la compétitivité et la mauvaise qualité des produits comme étant d'autres conséquences possibles.

Graphique 18: Conséquences des conflits armés sur le secteur du café



Concernant la faiblesse des prix, elle a été citée plusieurs fois au cours de nos interviews comme l'un des principaux obstacles au développement de la culture du café dans la partie orientale de la RDC. Le kilo du café était vendu à 150 FC, soit 0,16\$, pendant la campagne de 2014 alors que les caféiculteurs rwandais recevaient

pendant la même période en moyenne 210 Frw/kg, soit 0,31\$, presque le double du prix en R D Congo. Il est important de noter que cet écart considérable des prix entre les deux pays peut être expliqué par deux facteurs :

- Le rôle que l'Etat joue dans la régulation du secteur du café : Au Rwanda, NAEB joue un rôle important dans la fixation du prix au producteur, en tenant compte de l'évolution du prix sur le marché international et évite ainsi toute exploitation du producteur par l'acheteur. Ce système n'existe pas en R D Congo.
- La qualité du café s'est sensiblement améliorée au Rwanda grâce aux investissements qui ont été réalisés dans le secteur. Ceci a permis aux coopératives du café d'obtenir différentes certifications internationales. Grâce à ces certifications, les prix de vente à l'étranger sont élevés ; ce qui permet aux exportateurs à leur tour d'offrir des prix intéressants aux producteurs. Une fois de plus, l'absence d'investissements dans le secteur du café en RDC n'a pas permis d'améliorer la qualité du café et par conséquent d'obtenir ces certifications.

Une autre pratique qui semble affecter la culture du café en RDC est que certains acheteurs ne paient aux petits producteurs que 40% du prix et promettent de payer le 60% restant après la vente du produit sur les marchés occidentaux. Cette pratique n'est pas susceptible d'encourager la culture de ce produit par des populations qui ont des besoins primaires et urgents à satisfaire et n'ont pas la capacité financière d'attendre le paiement de leurs ventes pendant plusieurs mois. Il importe cependant de souligner que cette pratique n'est pas très répandue et semble être pratiquée seulement par la coopérative AMKA et COMEQUI/asbl à Minova et à Ntamugenga par un certain JOAO.

Le manque d'investissement est aussi considéré par les caféiculteurs comme un problème important dans la culture du café. Ces derniers estiment que la reprise de cette culture doit s'accompagner des investissements en termes du remplacement des vieilles plantules, de

la fourniture des outils aratoires, des produits phytosanitaires¹³ et des ouvertures au crédit agricole pour caféiculteurs comme c'est le cas pour le Burundi.

Il est primordial de souligner que l'une des conséquences importantes de l'instabilité chronique dans la province du Nord Kivu est la destruction des outils de production de la population rurale. Les discussions avec les populations de Kibirizi et Ntamugenga¹⁴ ont révélé qu'à cause de la guerre, beaucoup de membres de leur communauté ont perdu maisons, terres, membres de la famille (et donc la main-d'œuvre), cheptel, etc. Une telle destruction affecte la capacité productive des ménages et par conséquent leur revenu et position sociale dans leur communauté. Dans la plupart des cas, beaucoup de ménages ne retrouvent pas leur position sociale et économique après la crise parce que la guerre a des effets à long terme sur le revenu, l'éducation et la santé des ménages. Dans ces conditions, il n'est donc pas étonnant de voir la jeunesse qui est restée dans la pauvreté pendant longtemps s'enrôler facilement dans les milices qui leur promettent un accès facile aux ressources.

Par ailleurs l'impact de l'instabilité sur la pauvreté dans le monde rural peut aussi s'expliquer par le recrutement des jeunes et des enfants dans les milices. Ce recrutement, volontaire ou forcé, les oblige à interrompre leurs études, réduisant ainsi leur chance d'obtenir un diplôme qui pourrait leur permettre d'accéder à un emploi plus rémunérateur. Ils ne pourront donc qu'exercer des activités peu productrices et peu rémunératrices. La faiblesse du capital humain a des effets intergénérationnels en ce sens que si les jeunes d'aujourd'hui sont engagés dans des activités peu rémunératrices, ils n'auront pas suffisamment de revenu pour faire étudier leurs enfants, qui auront très peu de chance de sortir de la pauvreté.

A partir des analyses précédentes, il est possible d'établir un lien entre conflits armés, dégradation des conditions de travail dans le secteur du café et pauvreté. En effet, si les conflits armés provoquent

¹³ Interview avec Innocent, le 7 Avril 2014 à Ntamugenga

¹⁴ Interview avec Innocent, le 7 Avril 2014 à Ntamugenga

un abandon de la production du café dans un contexte où il n'y a pas d'autres alternatives à l'agriculture, il est plus que certain que le revenu de la population locale va baisser et la pauvreté augmenter.

En conclusion, les conflits armés aggravent la pauvreté rurale et cette pauvreté facilite l'enrôlement des jeunes dans les groupes armés. Il se crée alors un cercle vicieux ou ce que les anglo-saxons appellent « *poverty trape* » : pauvreté – recrutement de jeunes dans les milices – instabilité chronique – pauvreté.

La question qu'il importe de soulever est de savoir si l'amélioration des conditions de travail dans le secteur agricole, et en particulier dans le café, peut mettre fin à ce cycle.

A cette question, plus de 86% des enquêtés estiment que la production et la commercialisation du café s'amélioreraient et seraient plus rentables si tous les groupes armés cessaient d'opérer dans leurs territoires. Ceci est d'autant plus vrai que ce sont les femmes et les jeunes qui constituent la main-d'œuvre dans l'agriculture et qui sont les plus affectés par une instabilité politique et la présence des groupes armés dans leurs localités. Bien plus, 65,8% de ces enquêtés affirment que si les conditions de travail dans le secteur du café devenaient plus intéressantes, cela pourrait sensiblement réduire le nombre des jeunes attirés par les groupes armés.

Une bonne illustration de comment la culture du café peut constituer un outil de stabilisation de la région est donnée par M. Innocent lorsqu'il dit :

« ...d'une manière générale, les gens s'engagent dans de mauvaises choses parce qu'ils n'ont pas à faire. C'est pourquoi si le café retrouvait sa valeur, il pourrait nous occuper et occuper tout le monde, même ceux-là qui entrent dans les groupes armés. A part cela, si le café est revalorisé, cela peut nous aider beaucoup. Je me souviens dans les années 1985, la société SOTRAKI était venue ici et avait donné du travail aux caféiculteurs ; on avait remarqué que les gens s'aimaient beaucoup et ces histoires de tribalisme n'existaient pas. Les gens mangeaient ensemble parce que tous travaillaient

ensemble sur le café. Et tous ceux que vous voyez avec de belles maisons à Rubare, ce sont ceux-là qui ont profité à cette époque, ... »
15

Il est donc clair que pour les caféiculteurs, l'amélioration des conditions de travail dans le secteur de café et leur corollaire l'augmentation des revenus des producteurs peuvent être un moyen efficace pour lutter contre la violence et réduire la propension des jeunes à s'enrôler dans les groupes armés. Par conséquent, dans un contexte comme celui de l'Est de la RDC avec une grande population rurale¹⁶ et caractérisé par la présence d'une multitude de groupes armés, une attention particulière devrait être portée sur le développement du secteur agricole et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales. Dowswell et al. (2004) estiment qu'en facilitant l'accès à la santé, à l'éducation, à la terre et aux fertilisants, en améliorant les infrastructures rurales et en créant un marché avec des prix compétitifs pour les produits agricoles, l'Etat peut efficacement lutter contre l'enrôlement des jeunes dans ces groupes armés et ainsi stabiliser les zones rurales.

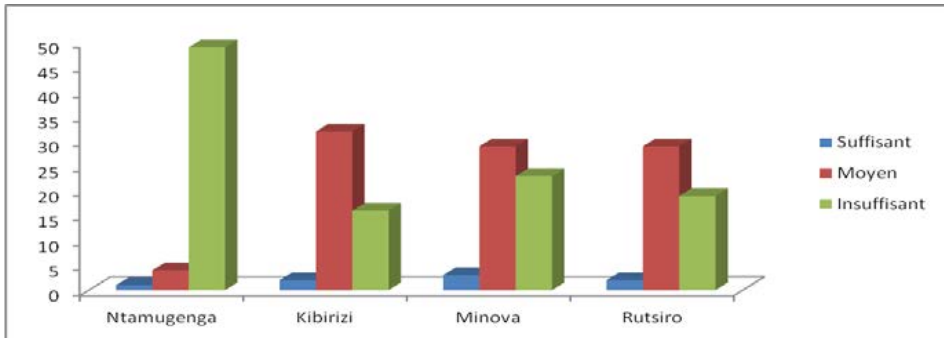
3.4.4. Sécurité alimentaire et revenu des caféiculteurs

La faiblesse du revenu tiré des activités agricoles et la rareté des emplois non agricoles ont comme conséquence entre autres l'insécurité alimentaire. Plus de 50% de nos enquêtés ont estimé que leur niveau de sécurité alimentaire est insuffisant. Une analyse plus détaillée de ce facteur montre que ce problème est plus important dans la localité de Ntamugenga où le niveau de sécurité alimentaire est considéré comme *insuffisant* alors que dans les autres localités (Kibirizi, Minova et Rutsiro) ce niveau est considéré comme *moyen*.

¹⁵ Interview avec Mr Innocent à Ntamugenga le 7 Avril 2014

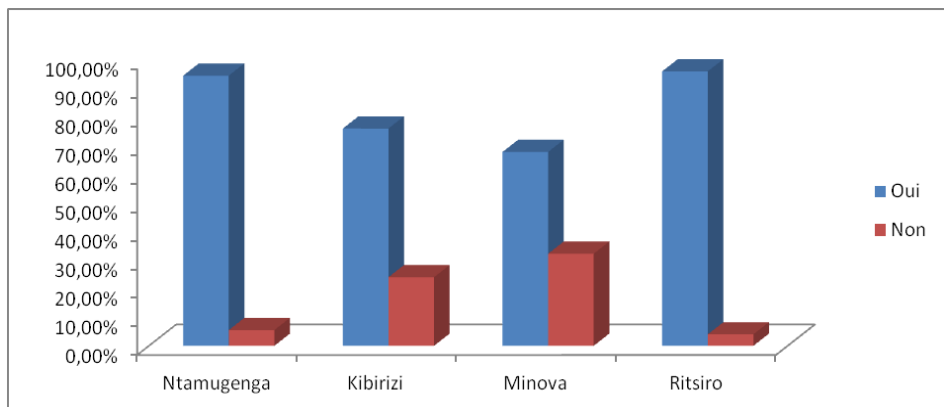
¹⁶ En 2012, 65% de la population vivaient dans le monde rural selon The World Bank Indicators

Graphique 19: Appréciation du niveau de la sécurité alimentaire



A la question de savoir s’il existe un lien entre l’insécurité alimentaire et la détérioration des conditions de travail et du revenu dans le secteur du café, plus de 87% des enquêtés s’accordent à l’affirmer. Ce qui suppose que pour les caféiculteurs, leurs conditions de vie dépendent fortement de ce qu’ils gagnent dans le café. Plus ce secteur se porte bien, meilleures sont les conditions de vie du ménage et inversement. Cette relation est plus forte dans les localités de Rustiro et Ntamugenga où respectivement 94,5% et 96% des enquêtés affirment que le niveau de sécurité alimentaire dépend de la situation dans le secteur du café alors que ce pourcentage est relativement faible à Kibirizi (76%) et Minova (67,8%) par rapport à Rutsiro et Ntamugenga.

Graphique 20: Relation entre sécurité alimentaire, conditions de travail et niveau de revenu dans le secteur du café



Etant donné l’importance du café dans le monde rural de l’Est de la RDC, une crise dans ce secteur a des conséquences incalculables sur

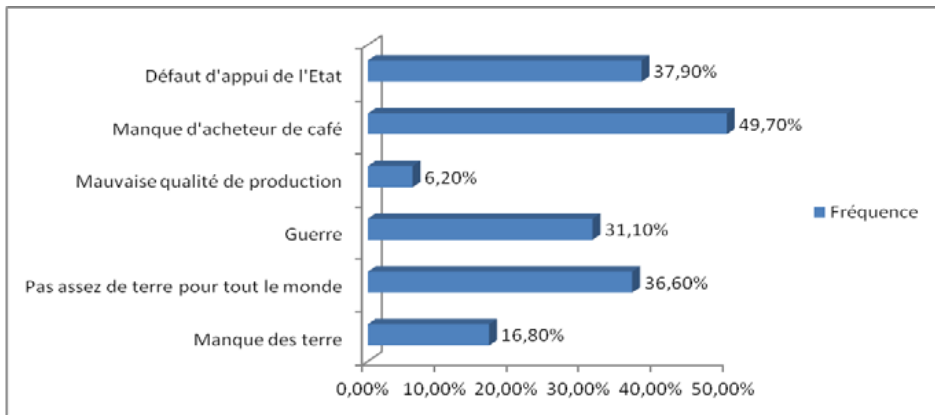
les conditions de vie de milliers de ménages. Il est par exemple établi que dans les années 1990, le café a protégé les producteurs contre l'inflation. En effet, ce produit peut être conservé pour une longue période sans subir une détérioration de sa qualité. Les producteurs peuvent ainsi le vendre en petites quantités et progressivement pour satisfaire quelques besoins spécifiques comme le paiement des frais scolaires des enfants et des frais médicaux. Il semblerait même que la possibilité de conserver le café pendant une longue période justifierait l'intérêt grandissant pour cette culture par de petits exploitants dans les années 80 et 90 (ONC, 2010). Par ailleurs, le fait que le café résiste facilement aux maladies pousse la population rurale à le préférer à d'autres produits comme la banane¹⁷.

Lorsqu'interrogés sur les raisons qui expliquent la détérioration des conditions du travail dans le secteur du café, les caféiculteurs avancent plusieurs raisons dont : le manque de terres, le manque d'appui de l'Etat, la guerre, la mauvaise qualité de la production et surtout le manque d'acheteurs. Selon nos résultats, le facteur le plus important justifiant les mauvaises performances dans ce secteur est « le manque d'acheteurs (49,7%) ». Ce facteur serait la conséquence directe du facteur « mauvaise qualité du café produit ».

Par ailleurs, 37,9% des enquêtés estiment que c'est « le manque d'appui de l'Etat » qui justifierait la détérioration de la situation dans le secteur alors 36,6% pensent que c'est « le manque de terre » qui serait le facteur explicatif de cette situation. Une bonne proportion des enquêtés (31,1%) pensent que « la guerre » peut aussi être considérée comme un élément comprometteur du secteur.

¹⁷ Interview avec Innocent, le 7 Avril 2014 à Ntamugenga

Graphique 21: Facteurs explicatifs de la détérioration des conditions de travail dans le secteur du café



3.4.5. Transactions et activités transfrontalières des caféiculteurs congolais et rwandais

Les relations commerciales entre la RDC et le Rwanda sont intenses. Une très grande proportion de ces transactions est informelle et échappe à tout contrôle des deux Etats et porte essentiellement sur les produits agricoles. Selon les statistiques, le café est le produit le plus échangé entre l'Est de la RDC et le Rwanda ; il représente plus de 15% des importations totales informelles du Rwanda. Le volume du café importé frauduleusement de la RDC vers le Rwanda est estimé par la Banque Nationale du Rwanda à environ 2.944.600 kg, soit l'équivalent de 1,9 milliard de Frw.

(http://www.newtimes.co.rw/news/views/article_print.php?14398&a=4700&week=37&icon=Print, consultée le 18 Novembre 2013).

Le commerce transfrontalier a permis aux populations de part et d'autre de la frontière de garder des contacts et une certaine confiance mutuelle dans un contexte où leurs gouvernements respectifs n'entretenaient aucune relation. Une illustration de cette confiance est le cas des commerçants rwandais qui pré-financent la campagne du café en RDC. Comme souligné plus haut, une grande partie de la production congolaise du café est exportée frauduleusement vers le Rwanda. Dans la mesure où la plupart des commerçants congolais n'ont pas un capital suffisant pour acheter le café et l'exporter au Rwanda, ils reçoivent de leurs partenaires

rwandais des fonds pour acheter le café au Congo et le leur envoyer quelque temps après. Ce système ne peut pas fonctionner sans un niveau élevé de confiance entre partenaires (Tegera et al, 2014).

Un tel système basé sur la confiance crée nécessairement des liens sociaux forts et réduit sensiblement le risque de conflits entre communautés. Ceci est un exemple de comment le commerce autour d'un produit agricole peut aboutir à rétablir les liens sociaux dans un contexte de conflit.

Il importe aussi de souligner que les relations entre la RDC et le Rwanda dans le secteur du café ne se limitent pas seulement au niveau des importations et exportations informelles de ce produit. Elles concernent aussi les échanges d'expérience informels (en particulier les échanges d'expérience et de réseautage) qui se sont établis entre producteurs et exportateurs Congolais et Rwandais du café.

Grace à la COOPAC Rwanda qui avait une longue expérience en matière de production et commercialisation du café « Fully Washed », un café haut de gamme et très demandé sur le marché international, la SOPACDI, opérant dans les zones productrices du café le long du lac Kivu, a été en mesure de produire ce type de café et d'obtenir les certifications nécessaires pour le vendre sur le marché international à un prix attractif. Ce qui a permis d'améliorer les conditions de vie de caféiculteurs et la création d'emplois pour les jeunes les préservant ainsi d'un recrutement facile dans les groupes armés (Tegera et al, 2014).

Ces échanges qui se font autour du produit café entre les deux parties de la frontière ont le mérite de rapprocher les deux peuples qui vivaient dans une certaine animosité depuis près de deux décennies. Une étude de Pole Institute (Tegera et al, 2014) a montré que ce type d'échanges réguliers autour du café entre les communautés transfrontalières, en créant des interdépendances entre acteurs, constitue une opportunité pour rétablir la confiance entre peuples et par conséquent une incitation à la coopération et à la paix. L'étude conclut qu'une interaction permanente finit par créer une sorte de cohésion sociale entre les deux parties étant donné que

travailler ensemble crée un partenariat entre les personnes et renforce les liens sociaux.

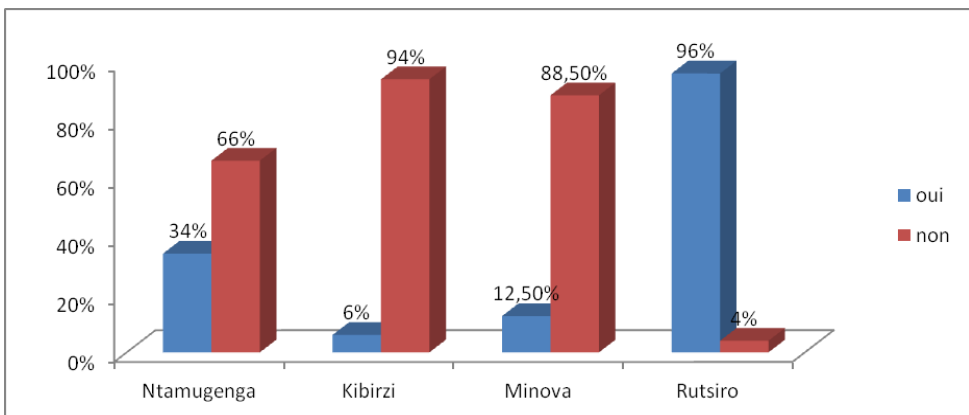
3.5. Les pratiques de la gouvernance dans le secteur du café

3.5.1. Connaissance des politiques et lois régissant le secteur du café

Il est utile de constater que dans leur grande majorité, nos enquêtés ne sont pas informés des lois et politiques régissant le secteur agricole, et en particulier le secteur du café. Nos résultats montrent que plus de 80% de nos enquêtés n'ont aucune connaissance de ces lois et politiques en vigueur dans leur domaine d'activité. Une analyse de ces résultats par localité révèle un contraste important entre le Rwanda et le Congo. Alors qu'au Rwanda (Rutsiro), environ 96% des interviewés affirment être informés des lois et politiques régissant leur secteur d'activité, la situation est inquiétante en RD Congo: à Ntamugenga, cette proportion est de 34% contre 12,5% à Minova et seulement 6% à Kibirizi. Ce résultat suppose qu'un effort a été fourni du côté rwandais pour sensibiliser et informer les agriculteurs sur les lois en vigueur dans le secteur du café.

Cependant bien que certaines personnes soient au courant de l'existence de ces lois et politiques, seulement 66% (RDC) d'entre elles sont satisfaites de l'application de ces lois. Cette proportion n'est que de 54% au Rwanda.

Graphique 22: Connaissances des lois et politiques en vigueur dans le secteur du café

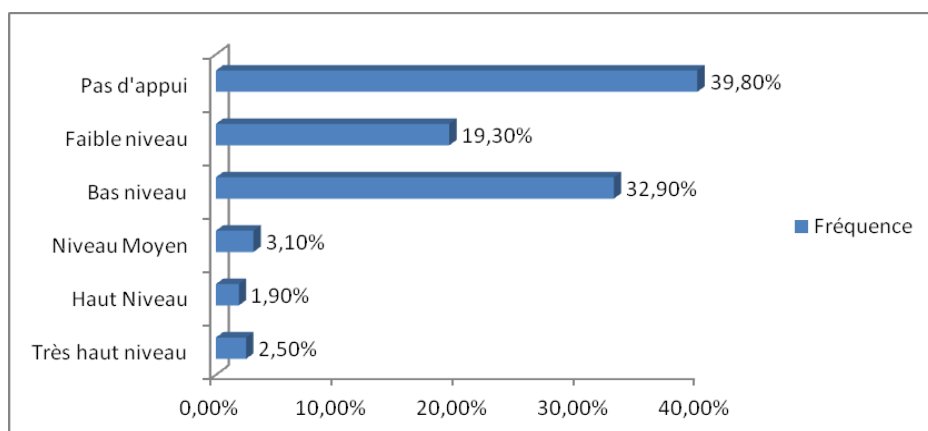


3.5.2. Participation des caféiculteurs dans la fixation des prix et appui du gouvernement au secteur du café

En RD Congo, environ 90,1% des agriculteurs affirment qu'ils ne jouent aucun rôle dans la fixation du prix du café. Ce taux est de 100% au Rwanda. Parmi les enquêtés estimant que les agriculteurs jouent un quelconque rôle dans la fixation du prix du café, environ 95% sont insatisfaits de ce rôle. Les raisons de leur insatisfaction sont nombreuses mais les cultivateurs ont beaucoup insisté sur l'absence de dialogue entre eux et les acheteurs mais aussi entre eux et l'Etat. Ceci est confirmé lorsqu'on demande aux caféiculteurs s'il existe un espace de dialogue dans la culture du café, 75,8% des enquêtés du côté congolais affirment que cet espace n'existe pas alors que ce taux est seulement de 28% au Rwanda. Pour les enquêtés qui estiment que ce genre d'espace de dialogue existe, la majorité souligne que ce dialogue se fait à travers les rencontres entre membres des coopératives ou dans des conférences.

Par ailleurs, les caféiculteurs congolais sont très insatisfaits de l'appui que l'Etat leur apporte. Comme le montre le graphique 23, presque 40% de nos enquêtés estiment que l'Etat n'apporte aucun appui au secteur du café. 31,9% estiment que le niveau d'appui est bas alors que 19,3% estiment que ce niveau est faible.

Graphique 23: Appréciation de l'appui de l'Etat au secteur de café par les enquêteurs

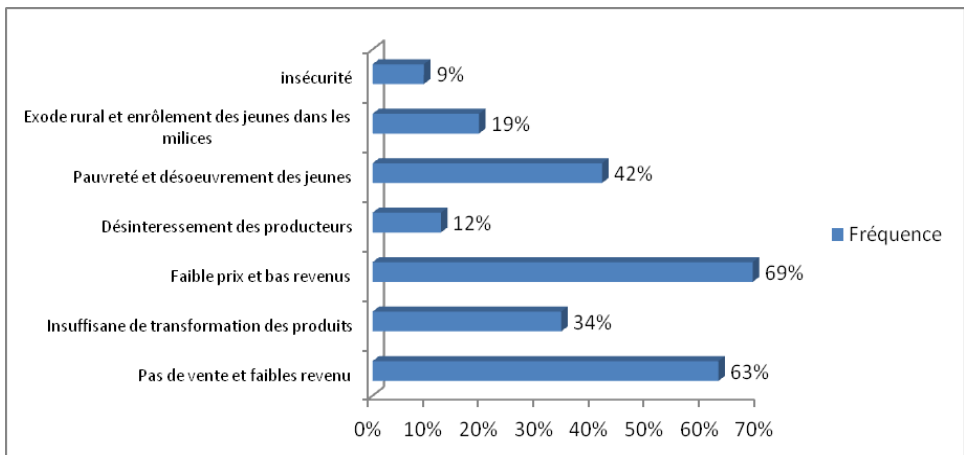


L'absence de l'appui de l'Etat aux cultivateurs de café, et au secteur agricole dans son ensemble, se manifeste aussi à travers la quasi

inexistence des infrastructures susceptibles de faciliter le travail des cultivateurs (routes, ponts, unités de transformation des produits agricoles, etc.). Les personnes rencontrées lors de notre enquête ont estimé que l'absence des infrastructures ou alors le faible niveau de développement des infrastructures serait une des causes importantes de la faible productivité et du faible développement du secteur agricole.

Plus précisément, la majorité des enquêtés considèrent que le faible développement des infrastructures serait la cause du faible niveau des prix de vente du café et par conséquent du faible niveau de revenus (soit 69%), de la pauvreté et du désœuvrement des jeunes (42%), de l'exode rural (19%), du désintéressement des producteurs (12%) et même de l'insécurité (9%).

Graphique 24: Conséquence du faible niveau de développement des infrastructures dans les zones rurales

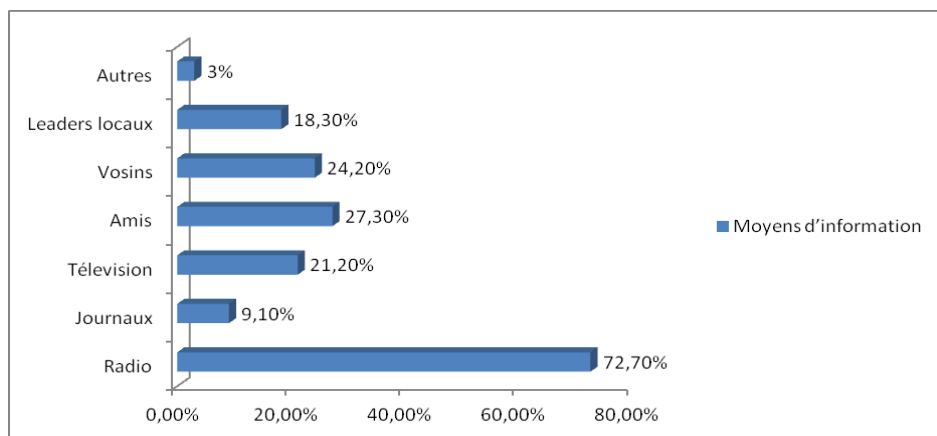


Beaucoup de personnes rencontrées lors de notre étude affirment qu'elles n'ont pas d'information sur l'évolution du secteur de café (comme le prix du café par exemple) dans leur pays. En RDC par exemple, seulement 20,5% des enquêtés disent avoir accès aux informations sur le secteur café. Au Rwanda, cette proportion est

beaucoup plus élevée ; elle est de 88%. Une fois de plus, ce résultat montre que le secteur du café est mieux structuré dans ce pays¹⁸.

Et comme le montre le graphique 25, les caféiculteurs ayant accès à l'information sur le café estiment qu'ils sont plus informés par la radio, les amis et les voisins. En effet, plus de 72% des caféiculteurs disent obtenir l'information à travers les différentes radios, 27,3% et 24,2 des enquêtés considèrent respectivement que les amis et voisins sont des sources d'information sur ce qui se passe dans leur secteur d'activité.

Graphique 25: Moyens d'information des caféiculteurs



En RDC, l'Office National de Café (ONC) est l'institution publique qui est supposée apporter un quelconque support aux producteurs du café congolais. Sa mission est principalement d'accorder les licences d'exportation, de surveiller et contrôler la qualité du café avant l'exportation et d'apporter un support technique aux producteurs. Cependant, le peu de moyens que le gouvernement alloue à cette institution, les difficultés d'accès aux milieux ruraux et le problème d'insécurité n'ont pas permis à cette institution de jouer pleinement son rôle.

¹⁸ Pour plus d'amples informations sur le fonctionnement du secteur de café au Rwanda et à l'Est de la RDC, lire rapport de Pole Institute, Construction de la cohésion transfrontalière par la caféiculture : Expérience des coopératives de Kalehe (RDC) et de Rutsiro (Rwanda), 2014

Il importe cependant de souligner que l'ONC n'a pas toujours été l'organisme chargé de réguler le secteur du café en RDC. En effet, de 1960 à 1972, la régulation et le contrôle de ce secteur étaient assurés par deux organisations : l'Office du Café Robusta (OCR) à l'Ouest et l'Office des Produits Agricoles au Kivu (OPAK) à l'Est du pays. En 1972, l'Office National du Café est créé et remplace l'OCR et l'OPAK. L'ONC avait le monopole sur les achats et les exportations du café. Les producteurs avaient la possibilité de vendre leur café aux intermédiaires mais ceux-ci avaient l'obligation de revendre le café à l'ONC. A la suite de la libéralisation du secteur café, l'ONC sera remplacé par Office Zaïrois de Café (OZACAF) en 1977. Le nouveau régime arrivé au pouvoir en 1997 décida de revenir au nom de ONC (ONC, 2010).

A part l'ONC, d'autres organisations publiques interviennent dans le secteur de café. C'est le cas de l'Office Congolais de Contrôle (OCC) qui supervise les activités d'export, de l'OGEFREM, de la DGDA et du Comité Interprofessionnel du Café qui est une composante de la Fédération des Entreprises Congolaises. Il faut cependant souligner que toutes ces organisations étatiques jouent plus le rôle de collecteurs de taxes et leur support aux producteurs et exportateurs du café reste insuffisant.

3.6. Dynamique régionale des conflits et facteurs de stabilisation de la région des Grands Lacs

Les conflits qu'ont connu ou que traversent encore aujourd'hui les pays de la région de Grands Lacs, et en particulier les pays de la CEPGL, trouvent leurs origines aussi bien dans les facteurs nationaux que régionaux. L'objectif de cette section est premièrement d'analyser les perceptions des enquêtés par rapport au niveau d'accès aux services de base avant d'analyser les facteurs nationaux et régionaux qui sont source des conflits dans la région (et donc de leur niveau de pauvreté) et comment transformer ces facteurs en opportunités de paix et de développement. Les données utilisées dans cette section ont été collectées seulement en RDC (Ntamugenga, Kibirizi et Minova).

3.6.1. Des préoccupations majeures des caféiculteurs et niveau d'accès aux services de base

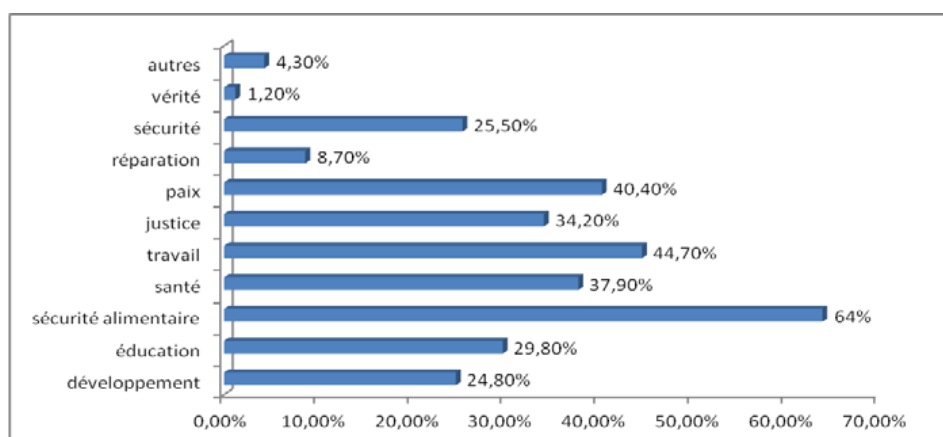
La sécurité alimentaire, le travail, la santé, la justice, la paix, etc. sont les plus grandes préoccupations de la population de Ntamugenga, Kibirizi et Minova.

Plus de 60% des enquêtés estiment que la sécurité alimentaire est leur préoccupation majeure. Ce qui est compréhensible dans la mesure où ces personnes sont généralement pauvres et ne cherchent d'abord qu'à satisfaire les besoins de base.

Le travail est considéré par plus de 44% des enquêtés comme étant leur préoccupation importante alors que 40,40% citent la paix, ensuite viennent la santé (37,9%) et la justice (34,2%).

Il est facile de remarquer que toutes ces quatre préoccupations sont inter-reliées : sans paix, on ne peut pas cultiver la terre et le travail est rare ; si on ne peut pas cultiver la terre et qu'il est difficile d'avoir un travail non agricole, alors le revenu baisse et on ne peut avoir suffisamment de nourriture et manger à sa faim; par conséquent on est en mauvaise santé (problème d'insécurité alimentaire). Il y a donc une corrélation logique dans les réponses des enquêtés.

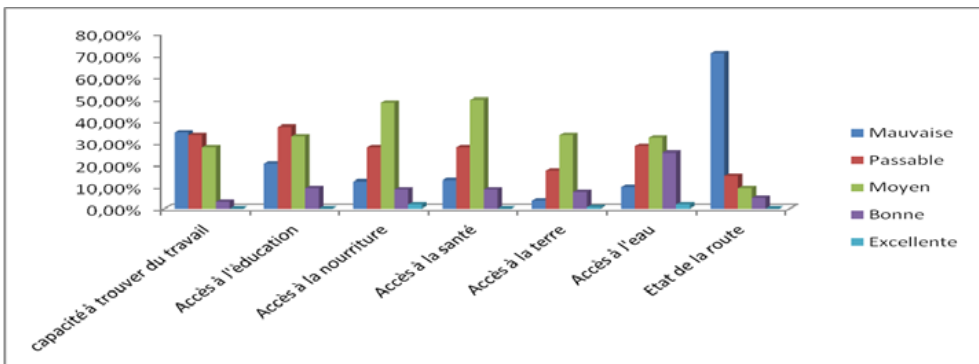
Graphique 26: Préoccupations importantes des caféiculteurs de Ntamugenga, Kibirizi et Minova



Les caféiculteurs ont par la suite été appelés à exprimer leurs points de vue par rapport à l'accès à la santé, à l'éducation, à la terre, à la

nourriture, à l'eau, la capacité à trouver un travail et l'état des routes dans leurs territoires. Pour quatre de ces sept facteurs, la majorité de la population considère que le niveau atteint est *moyen* : ceci concerne les facteurs accès à l'eau, accès à la terre, accès à la nourriture et accès à la santé. Pour la capacité à trouver un travail et l'accès à l'éducation, la majorité des caféiculteurs ont dit que le niveau atteint aujourd'hui est *passable*. Enfin, pour l'état des routes, une très grande majorité pense que cet état est *mauvais*.

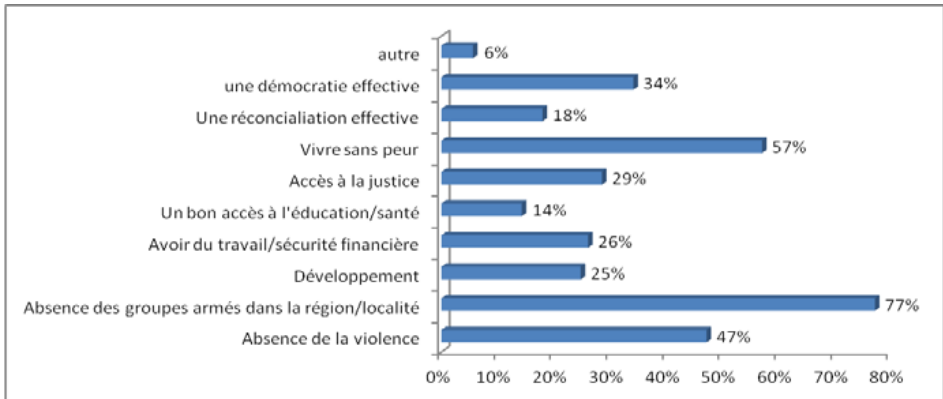
Graphique 27: Perceptions de la population par rapport à certains facteurs clés dans leur vie



3.6.2. Guerres à répétition, conflits ethniques et activisme des groupes armés dans la région des Grands Lacs

Le graphique 28 montre que la majorité de caféiculteurs (77%) considère que la paix suppose l'absence des guerres et la cessation de l'activisme des groupes armés dans leur localité mais aussi dans leur région. Ils sont 57% à considérer que la paix suppose vivre sans peur, et 47% pensent que la paix suppose absence de la violence. Lorsqu'on leur demande si, en considérant ces critères, il y a la paix dans leur pays, 34% d'entre eux répondent par le négatif, 54% estiment qu'il y a plus ou moins la paix.

Graphique 28: Signification du concept "paix" pour les caféiculteurs



Les groupes armés sont considérés comme les principaux perturbateurs de la paix dans la région de Grands Lacs. Plus de 95% des enquêtés pensent que ces groupes sont présents et actifs dans leur localité et 90% d'entre eux estiment que ces groupes constituent une menace majeure pour la paix.

Par ailleurs, la population enquêtée considère que la présence des groupes armés et donc des conflits récurrents en RDC ont pour causes principales l'instabilité dans la région des Grands Lacs (42,2% des enquêtés), 41% imputent cette situation à l'impunité, 36,6% à l'absence d'un Etat de droit, 32,3% aux conflits fonciers, 31,1% aux luttes politiques pour l'accès au pouvoir, 26% aux divisions identitaires et 21% à la pauvreté. D'autres raisons considérées comme mineures (parce que choisies par une faible proportion des enquêtés) sont par exemple les violences graves dans le passé, la corruption, la présence des réfugiés, la croissance démographique, la faiblesse des institutions, etc.

Alors comment revenir à la paix dans la région ? A cette question, la majorité des enquêtés (66,5%) répond qu'il faut désarmer les groupes armés (ce qui est normal car ils sont considérés comme les principaux perturbateurs de la paix). La justice et la réconciliation sont respectivement citées par 47% et 44% de la population comme un moyen de revenir à la paix alors que 31,7% de la population

pensent que le développement et donc la réduction de la pauvreté pourrait ramener la paix à l'Est de la RDC.

Pour les enquêtés, les acteurs qui jouent un rôle important pour le retour de la paix en RDC sont essentiellement le gouvernement (56,5% des enquêtés partagent ce point de vue), la communauté internationale (54,7%), les leaders communautaires (44,1%), les ONGs internationales (34,8) et dans une moindre mesure les communautés religieuses, les associations et ONGs locales, les gouvernements de la région, etc.

Par contre, comme nous l'avons déjà souligné plus haut, une grande majorité des enquêtés, 95%, pense que ce sont les groupes armés qui sont les premiers ennemis de la paix en RDC, 16,1% citent plutôt les partis politiques et 12,4% les gouvernements de la région.

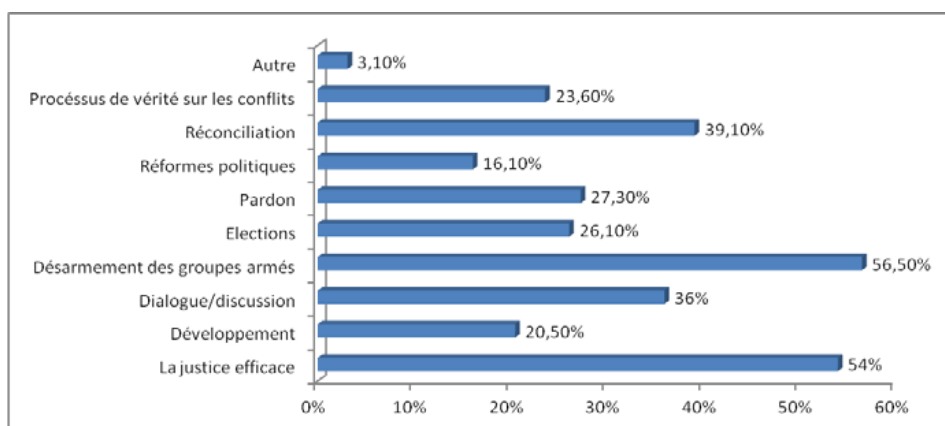
Selon les enquêtés, les groupes armés opérant ou qui ont opéré dans leurs localités ont bénéficié du soutien de la population locale. 65,8% des enquêtés affirment qu'ils connaissent des personnes de leur communauté qui ont sympathisé ou qui ont fait partie de ces groupes, essentiellement pour des raisons ethniques (point de vue de 49% des enquêtés) et économiques (point de vue de 35,4%).

Au niveau régional, plus de 70% des enquêtés pensent qu'il n'y a pas de paix dans les pays de la CEPGL. Les causes principales de cette instabilité régionale seraient, selon les enquêtés, les divisions ethniques (52,8% des enquêtés partagent ce point de vue), les conflits récurrents dans la région des Grands Lacs (43,5%), les luttes entre partis politiques pour accéder au pouvoir (37,9%), l'absence de l'Etat de droit (36%), les violences commises dans le passé (37,3%), le génocide contre les tutsis (31,1%), l'impunité des crimes du passé (29,2%), les conflits dans les pays voisins (28,6%), etc.

Comme pour le niveau national, les groupes armés opérant sur le territoire congolais et ceux opérant dans les pays voisins sont considérés par la majorité des enquêtés comme la source principale de l'instabilité dans la région.

Le graphique 29 montre que la majorité des enquêtés (56,5%) estime que le retour de la paix dans la région des Grands Lacs doit nécessairement passer par le désarmement des groupes armés, la justice (54%), la réconciliation (39,1%), le dialogue (36%), le processus de vérité sur les conflits (23,6%), le pardon (27,3%), le développement (20,5%), etc.

Graphique 29: Facteurs susceptibles de ramener la paix dans la région des Grands Lacs



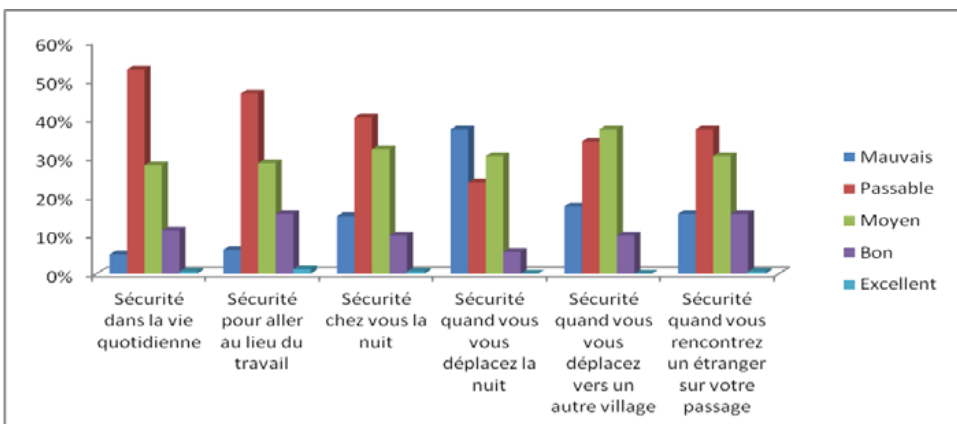
Pour les enquêtés, la justice doit se faire essentiellement à travers la réconciliation, l'assistance aux victimes et les procès de criminels. Par rapport à ces éléments de justice, la majorité des enquêtés estime qu'il n'y a pas de justice dans la région des Grands Lacs. La réconciliation, citée par la population comme un élément important de la justice, doit passer par les réparations (point de vue partagé par 76,4% des enquêtés), le dialogue (49,7%) et l'apprentissage du vivre-ensemble (58,4%). La population considère que c'est le gouvernement qui doit jouer un rôle principal dans le processus de réconciliation.

Les enquêtés ont identifié quatre facteurs comme étant cruciaux pour la stabilisation de la RDC mais aussi de la région de Grands Lacs. Ces facteurs sont : le désarmement des groupes armés, la justice, la réconciliation, et le développement. Par conséquent, en agissant sur ces facteurs, il est possible de ramener la paix aussi bien sur le plan national que sur le plan régional.

Environ 67% des enquêtés pensent que c’est la communauté internationale qui est susceptible de ramener la paix dans la région des Grands Lacs ; 54% considèrent que c’est le gouvernement de la RDC qui doit jouer un rôle important pour le retour de la paix dans la région ; 49% des enquêtés penchent plutôt pour tous les gouvernements des pays de la région, 46% pour les leaders communautaires et 45,3% pour les ONGs internationales. D’autres acteurs moins importants ont également été mentionnés par les enquêtés : les jeunes, les femmes, les parlementaires, les présidents, les associations et ONGs locales, etc.

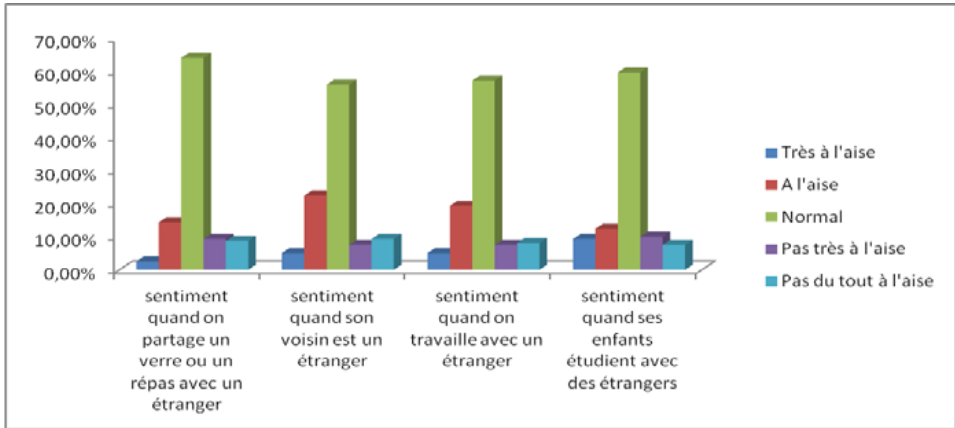
Nous avons été intéressés de connaître les sentiments de la population par rapport à la sécurité. Six aspects de la sécurité ont été soumis à l’appréciation des enquêtés : sécurité dans la vie quotidienne, sécurité lorsqu’on se rend au lieu du travail, sécurité chez soi la nuit, sécurité quand on se déplace la nuit, sécurité quand on se déplace d’un village à un autre et sécurité quand on rencontre un étranger sur son passage. Pour quatre de ces aspects sécuritaires (dans la vie quotidienne, quand on se rend au lieu du travail, quand on se déplace la nuit et quand on rencontre un étranger), la majorité de la population estime que le niveau de sécurité est *passable*, alors qu’il est considéré comme étant *mauvais* quand on se déplace la nuit et *moyen* quand on se déplace de son village vers un autre village.

Graphique 30: Répartition des enquêtés selon leurs perceptions par rapport à la sécurité



Soulignons par ailleurs que les résultats de notre enquête révèlent que l'étranger ne constitue pas, pour la majorité des enquêtés, la source principale de l'insécurité. La majorité des enquêtés ont un sentiment « *normal* » quand ils partagent un verre ou un repas avec quelqu'un de nationalité différente, quand ils travaillent avec un étranger, quand ils ont comme voisin un étranger ou quand leurs enfants fréquentent la même école que les enfants des étrangers. Ces résultats doivent cependant être nuancés par le fait que l'enquête a été menée dans une période de relative stabilité où les troupes gouvernementales venaient juste de vaincre le mouvement rebelle M23 (ceci concerne particulièrement Ntamugenga et Kibirizi). Il serait intéressant de connaître les sentiments de la population de ces localités par rapport à la présence des étrangers dans leurs territoires dans une période d'instabilité et de présence des groupes armés.

Graphique 31: Sentiments des enquêtés par rapport à la présence des étrangers dans leurs localités



4. Conclusion et propositions des pistes de travail

4.1. Conclusion

L'objectif de ce rapport était d'analyser les questions des conflits fonciers et des conflits en général, de l'implication des jeunes et des femmes dans leur transformation par le biais du travail dans le secteur du café. Cette recherche a démontré comment les différents conflits armés que les territoires de Ntamugenga, Kibirizi et Minova ont connus, en détruisant l'économie rurale et en particulier la production du café, ont contribué à la pauvreté et l'oisiveté des populations rurales et par conséquent ont facilité le recrutement des jeunes dans les milices et groupes armés qui pullulent à l'Est de la RDC et ont exposé les femmes à tous genres de viols et violences.

Les questions ci-après ont été traitées et font objet de ce rapport :

- a) Selon la population locale, notamment les jeunes gens et les jeunes femmes, l'exploitation du café, comme un des moyens pouvant combler les besoins prioritaires des citoyens, a-t-elle joué, joue-t-elle ou pourrait-elle jouer un rôle dans la transformation des conflits dans la région des Grands Lacs ?
- b) Selon les populations, existe-t-il un lien entre l'exploitation du café et les groupes armés dans la zone et dans la région et quelles sont les perceptions des conflits par les citoyens ?
- c) Quel impact les différents mécanismes, comme initiatives de paix, nationaux, régionaux et internationaux ont-ils dans la transformation du conflit ?

Cette recherche a démontré que la production du café en RDC a été affectée par des années de guerre et le manque d'investissement. La production a baissé de 1300% de 1989 et 2010. Le café étant essentiellement une culture d'exportation, la crise dans ce secteur s'est manifestée aussi à travers la baisse des exportations du café qui sont passées de 101 600 tonnes à 7 162 tonnes entre de 1990 et 2003 entraînant une perte annuelle des revenus pour ce pays de l'ordre de 235 millions de dollars.

Les résultats de notre recherche montrent que 89% de caféiculteurs sont propriétaires des terres sur lesquelles ils cultivent le café. La terre dans cette région est principalement acquise par héritage. Par ailleurs, les caféiculteurs (plus de 90%) estiment que les conflits fonciers sont un problème pour leurs communautés. Ce problème est plus perçu du côté congolais que du côté rwandais (où seulement 4% des enquêtés pensent qu'il y a un problème des conflits fonciers dans leur communauté). Selon les enquêtés de Ntamugenga, Kibirizi et Minova, les principaux instigateurs de ces conflits fonciers sont essentiellement les membres de la famille élargie et les voisins et dans une moindre mesure les membres de la famille nucléaire. Très peu des gens pensent que les autorités coutumières sont la source des conflits fonciers.

A côté des conflits fonciers, les zones productrices du café ont connu depuis presque deux décennies des conflits armés qui ont négativement affecté le volume de production et la qualité du café.

Un des résultats importants de cette étude a été d'établir le lien entre conflits armés, pauvreté, production et commercialisation du café. Rappelons tout d'abord que le café est la principale source de revenu chez les caféiculteurs. Plus de 73,3% des enquêtés ont confirmé que c'est la production et commercialisation du café qui constituent la principale source du revenu pour leurs ménages. Cependant, beaucoup de caféiculteurs congolais ont été victimes de la guerre qui a détruit leur outil de production et réduit ainsi sensiblement leur niveau de production. A cause des conflits armés, beaucoup de ménages ruraux ont perdu leur moyen de production et de survie et se sont retrouvés sans aucune source de revenu.

Le chômage est présenté par les caféiculteurs comme la raison principale qui pousse les jeunes à rejoindre les groupes armés. Cette recherche a abouti au résultat selon lequel si l'enrôlement dans les groupes armés est susceptible de générer des biens matériels que l'on ne saurait obtenir en période de paix, les jeunes seront attirés par ces groupes. Il est donc clair qu'une amélioration des conditions de travail dans le secteur du café et du revenu des caféiculteurs à Ntamugenga, Kibirizi et Minova rendrait difficile l'enrôlement des

jeunes de ces localités dans les groupes armés. Ce point de vue a été confirmé par 86% des enquêtés.

Quatre facteurs ont été identifiés comme sources principales de conflits aussi bien sur le plan national (RDC) que sur le plan régional (CEPGL): la présence des groupes armés, l'injustice, le manque de réconciliation, et la pauvreté. Le retour de la paix en RDC et dans la région suppose alors que les acteurs doivent travailler pour le désarmement des groupes armés, la justice, la réconciliation et le développement.

Il faut aussi souligner que la manipulation des identités est un problème majeur qui affecte le travail du café. La plupart des caféiculteurs ont reconnu que les élites sont les principaux instigateurs de cette manipulation. Bien plus, il a été démontré qu'il existe un lien entre cette manipulation des identités et le secteur du café. Plus de 60% des enquêtés considèrent que la manipulation des identités affecte négativement la production et la commercialisation du café. En effet, cette manipulation aboutit généralement aux conflits ethniques qui ont comme conséquences la baisse de la production, la détérioration de la qualité du café, la difficulté de trouver les clients sur le territoire national et même à l'étranger, d'où baisse du revenu des producteurs.

Concernant la coopération transfrontalière entre caféiculteurs congolais et rwandais, une étude de Pole Institute (Tegera et al, 2014) a démontré que les petits producteurs du café du territoire de Kalehe (Minova), grâce à leur coopération avec une coopérative de café de Rutsiro au Rwanda (COOPAC), sont suffisamment avancés en matière de production du café de bonne qualité et de sa commercialisation. Grâce à cette coopération transfrontalière, les caféiculteurs de Minova sont bien organisés et ont appris les techniques modernes de culture du café, et quelques stations de lavage du café ont été construites. Le résultat a été la production d'un café de très bonne qualité, vendu sur le marché international à un prix élevé parce que bénéficiant des différentes certifications (Fair Trade, Rain Forest et Biological coffee). Cependant, ceci n'est pas le cas pour les caféiculteurs des localités de Ntamugenga et Kibirizi qui se limitent à exporter frauduleusement leur café vers l'Ouganda et le

Rwanda et n'entretiennent aucune relation en termes d'échanges d'expériences avec leurs homologues de ces pays voisins.

4.2. Propositions et pistes de travail :

Quelques orientations peuvent être suggérées pour une augmentation de la production et une amélioration de la qualité du café :

- Faciliter les échanges (sous forme de voyages d'études) entre les caféiculteurs de Minova et de Rutsiro d'une part et ceux de Ntamugenga et Kibirizi d'autre part pour que ces derniers bénéficient de l'expérience des premiers, échanges qui s'étendraient par la suite vers l'Ouganda et le Burundi. Une telle coopération transfrontalière permettrait de dépasser les clivages ethniques et les stéréotypes et de rétablir la cohésion sociale transfrontalière qui jadis a caractérisé cette région ;
- Former les caféiculteurs et leaders de coopératives locales du café sur les techniques modernes de production de café ;
- Faire un plaidoyer pour l'amélioration du prix ;
- Faciliter l'accès aux crédits aux petits exploitants ;
- Aider les caféiculteurs à améliorer la qualité de la semence et les techniques de transformation du café ;
- Mettre en place des mécanismes qui faciliteraient l'accès des producteurs locaux au marché international. Ceci suppose une amélioration de la qualité de leur café et une mise en réseau de cette catégorie de producteurs agricoles ;
- Cette amélioration de la qualité passe par la construction des stations de lavage. Comme un petit producteur de café ne peut pas financer par ses propres fonds la construction d'une station de lavage étant donné le coût élevé d'un tel investissement, on peut imaginer la construction des stations de lavage communautaires gérées par les coopératives ;
- Aider les coopératives à obtenir les différentes certifications qui permettront à leurs membres de vendre leur café à un prix élevé ;

- Le gouvernement devrait améliorer la sécurité dans tous les territoires producteurs de café, car sans stabilité aucun investissement à long terme n'est possible et toutes les initiatives ci-haut citées ne pourront être profitables aux caféiculteurs ;

Si toutes ces pistes sont exploitées, nous pouvons espérer que l'activité du café peut redevenir rentable et contribuer de nouveau à l'élan économique dans les territoires producteurs du café. Ce qui aura pour conséquence d'attirer et de maintenir les jeunes et les femmes dans ce secteur et de rendre ainsi l'enrôlement de jeunes dans les groupes armés moins attractif et épargner les femmes des discriminations, des viols et des violences de tous ordres.

Trois projets pourraient contribuer à l'amélioration de la production et la commercialisation du café et par conséquent à la stabilisation de la région :

- Un projet de construction des stations de lavage à Kibirizi et à Ntamugenga. Un tel projet contribuerait à améliorer la qualité du café et faciliterait sa vente sur le marché international à un prix compétitif.
- Un autre projet pourrait financer d'une part la formation des caféiculteurs de ces deux localités et bien d'autres, sur les techniques modernes de culture du café et d'autre part faciliter les échanges (voyages d'études) entre les caféiculteurs de zones avancées dans la culture et la commercialisation du café (Rutsiro et Minova) et les zones moins avancées (Ntamugenga et Kibirizi) et pourquoi pas avec ceux de l'Ouganda et du Burundi
- Un projet qui contribuerait à la création d'une sorte de bourse régionale du café où les caféiculteurs du Rwanda, du Burundi, de l'Ouganda et de la R D Congo pourraient vendre leur café sans passer par les intermédiaires. Un tel projet aurait l'avantage d'augmenter le revenu des caféiculteurs (en réduisant le nombre d'intermédiaires) mais aussi faciliterait les contacts entre populations et renforcerait ainsi la cohésion sociale entre les communautés transfrontalières.

5. Bibliographie

Dowswell, Christopher, Oya, Carlos, Silberfein, Marilyn, Indra de Soysa, M Taeb, Tindifa, Samuel B, Tollens, Eric, Agriculture for Peace, Promoting Agricultural Development in Support of Peace, Report, United Nations University Institute of Advanced Studies, Tokyo, 2004

Dubé, Philippe, Le café robusta : un potentiel stratégique pour la RDC, 2010

Goodhand, Jonathan, Violent Conflict, Poverty and Chronic Poverty, Working paper n°6, Chronic Poverty Research Centre, 2001

Gouvernement du Congo, Document Stratégique de Croissance et de Réduction de la Pauvreté, Kinshasa, 2006

International Coffee Organization and Common Fund for Commodities, Marketing and Trading Policies and Systems in Selected Coffee Producing Countries, Case of the Democratic Republic of Congo, Amsterdam, 2000

Justino, Patricia, On the Links between Violent Conflict and Chronic Poverty: How Much Do We Really Know? Institute of Development Studies, Brighton, United Kingdom, 2006

Justino, Patricia, War and Poverty, Institute of Development Studies, Brighton, United Kingdom, 2012

Mokonzi, Gratien et Kadongo, Mwindi, Fourniture efficace de Services dans le domaine de l'enseignement public en République Démocratique du Congo, Open Society Initiative for Southern Africa, Johannesburg, 2009

Morisho Mwana Biningo Nene, A New Institutional Economics Approach to Small Cross Border Business, A Case Study of Goma-Gisenyi Border, Edition NMP Verlag, Germany, 2014

Ndiame, D., Brentona, P. and Asarkaya, Y., Trade Costs, Export Development and Poverty in Rwanda, *World Bank Policy Research; Working Paper 3784*, 2005

ONC, Stratégie Nationale de Relance de la filière Café, 2010

Pèlerin, Emilie, Etude sur la problématique foncière au Nord-Kivu, RDC, Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement Paris, 2010

PNUD, Regional Integration and Human Development: A Pathway for Africa, New York, 2011

Senzira Paul, Indices des prix des produits de première nécessité à Goma : peut-on éviter la crise alimentaire ? *In fissure n°9*, Pole Institute, Goma, 2009

Stearns Jason, PARECO, Questions foncières, hommes forts locaux et politique de milice au Nord-Kivu, Institut de la Vallée du Rift, 2013

Tegera Aloys, Rutinagirwa Léopold, Sematumba Onesphore, Morisho Mwana Biningo Nene, Adili Romuald, Construction de la cohésion transfrontalière par la caféiculture ? Expérience des coopératives de Kalehe (RDC) et de Rutsiro (Rwanda), Pole Institute, Goma, 2014

Walter, B.F. (2004) 'Does Conflict Beget Conflict? Explaining Recurring Civil War', *Journal of Peace Research* 41.3: 371-88



Pole Institute

Institut Interculturel dans la Région de Grands Lacs

Avenue Alindi n°289, Quartier Himbi I
Ville de Goma / Nord-Kivu
B.P. 72 Goma (RDC) / B.P. 355 Gisenyi (Rwanda)
Tél.: (00243) 99 86 77 192
(00243) 99 72 52 216
(00250) 78 85 13 531
Web site: www.pole-institute.org
E-mail : poleinst@free.fr



Ce document a été réalisé avec l'aide financière de l'Union Européenne.
Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de Pole Institute et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne .

